

**ANTIFASCISME(S)**

**C'EST L'ALARME**

# COLLECTION MAUVAIS TEMPS

*«Les cas actuels les plus intéressants ne sont pas ceux où de vieilles chemises ressortent des placards [...]. Les fascismes authentiques viennent vêtus des symboles patriotiques de leur propre pays. [...] Le décor dépend de la culture locale. Il vaut mieux prêter attention aux fonctions remplies par ces nouveaux mouvements, et aux circonstances qui pourraient leur ouvrir un espace, plutôt que d'y chercher les traces de la rhétorique, les programmes ou les préférences ethniques des premiers mouvements fascistes» (Robert O. Paxton).*

## Dernière station avant l'abattoir... dix ans après

Le séisme avait déjà eu lieu en 2002 quand Jean-Marie Le Pen fut qualifié pour le second tour des élections présidentielles avec 17,5%. Les répliques n'ont cessé d'être de plus en plus fortes jusqu'à ce mois de juin 2024 où l'extrême-droite est sur la dernière marche aux portes du pouvoir.

Quand nous avons publié *Contre le fascisme*<sup>1</sup> en 2015, il y a quasiment dix ans, dans notre introduction, nous contextualisions bien sûr les écrits de Trotsky dans l'entre-deux-guerres, moment où il appelle à combattre un phénomène inédit, le fascisme, pressentant également la marche à la guerre et, visionnaire, annonçant dès 1938 l'extermination des Juifs .

Mais pour nous il ne s'agissait pas, en tous cas pas uniquement, de faire œuvre d'historiens. Il fallait éclairer le moment présent, en montrant les continuités entre les fascismes d'hier et ceux d'aujourd'hui malgré les nouveaux habits dont ils se sont revêtus. « Ils roulent en 4x4 » (p. 56) désormais, et puisqu'il faut passer par des élections pour arriver au pouvoir, montrer patte blanche en déclarant être désormais des « démocrates », ils revêtent les habits des hommes et des femmes qu'on rencontre dans les cabinets ministériels, les directions d'entreprises.

Finalement ils deviennent « respectables », et à force de déguisement d'une part, d'impasses du néolibéralisme gouvernant et d'effondrement des forces politiques traditionnelles d'autre part, ils arrivent à convaincre. À la veille des élections législatives françaises le patronat, grand ou petit, est prêt à tenter l'« expérience ». Il y a certes les promesses d'allègement d'impôts et de cotisations sociales, (injustement dénommées « charges ») mais aussi du rétablissement de l'autorité. Certes le RN et ses alliés ne déclarent pas vouloir interdire les syndicats, ils veulent simplement restreindre leur liberté d'action, expliquant qu'ils ne doivent « pas faire

---

1. Léon Trotsky, *Contre le fascisme, 1922-1940*, textes rassemblés et annotés par Patrick Le Tréhondat, Robi Morder, Irène Paillard et Patrick Silberstein, Paris, Syllepse, 2015

de politique », restreindre le droit de grève notamment dans les services publics.

Nous expliquions comment, dans la formation sociale du 21<sup>e</sup> siècle, l'ancienne petite bourgeoisie d'artisans, commerçants, professions libérales, agriculteurs qui avait constitué la base de masse du fascisme des années 1930 avait vu sa part réduite face à la montée du salariat, c'est à dire du prolétariat moderne d'ouvriers, employés, techniciens et cadres. Mais le déclassement ressenti par une partie de ce salariat, qu'on nomme du terme confus de « classe moyenne » pour le séparer de sa classe, en a fait un terreau privilégié pour le poison brun. Le fascisme nouveau veut dresser ces travailleuses et travailleurs à l'assaut des forteresses des « privilégiés », c'est-à-dire dans leur langage des fonctionnaires, des ouvriers à statut, des étrangers qui auraient droit à « tout » : logements sociaux, allocations familiales, soins gratuits, sans oublier les chômeurs aux indemnités supérieures à ce gagnent « ceux qui travaillent vraiment ».

Les politiques néolibérales menées par les gouvernements de gauche, la réduction des effectifs des partis réduits à l'activité de leurs élus, les difficultés du mouvement syndical à comprendre les évolutions des mondes du travail, et la crise du mouvement associatif lui-même, ont laissé sur le bas-côté des millions de travailleurs et travailleuses, travaillant dans de petites entreprises, vivant dans des territoires où petit à petit les services publics disparaissent. Le mouvement ouvrier a gagné en institutionnalisation ces dernières décennies, il a en grand partie perdu la fonction de socialisation qui fut la sienne. Les Gilets jaunes en ont été un symptôme, une alerte, tant ce mouvement a permis à ses participants de remettre du lien entre les individus, les sortir de leur isolement pour se tenir ensemble aux ronds-points, dans les manifestations.

C'est cette « poussière humaine » (p. 52) comme l'écrivait Trotsky – non dans un sens péjoratif mais comme un constat sociologique – en recherche de communauté et de sens, à qui le fascisme a donné un drapeau, c'est elle qu'agrège électoralement le RN aujourd'hui.

Alors, pour se rassurer, certains à droite, mais aussi à gauche, expliquent qu'après tout le RN ce n'est ni Mussolini, ni Hitler. Ni Orban en Hongrie, ni Meloni en Italie n'ont interdit les partis, dissous les parlements, mis en place des camps de concentration. Ce serait juste une droite un peu plus autoritaire, et donc après Bardella/Le Pen l'expérience

sera faite et ce sera le retour vers la gauche des couches populaires qui reconnaîtront enfin les vrais défenseurs de ses intérêts.

Illusion ! Voyez ce qui est arrivé quand Hitler a pris le pouvoir alors que le Parti communiste allemand et Staline à Moscou affirmaient « Après Hitler, ce sera Thalman » (dirigeant du Parti communiste allemand). Sous les vestons-cravate les chemises brunes.

Si l'on veut avoir un exemple, un modèle type du fascisme du 21<sup>e</sup> siècle, il faut regarder vers la Russie de Poutine. Là aussi, il y a élections, pluripartisme, syndicats. Il a fallu vingt ans à Poutine pour, petit à petit, par étapes, parvenir à une société baillonnée, en voie de militarisation sur fond de guerre d'agression, où toute volonté indépendante de s'organiser est systématiquement brisée, avec des médias totalement sous contrôle étatique avec imbrication entre État/oligarques/Église orthodoxe/truands et milices au service de la « grande Russie ». Nul besoin de grands camps, des milliers d'emprisonnements, des amendes, la menace d'être classé comme « agent étranger », etc. suffisent à faire régner la peur, peur ne serait-ce que de partager ses sentiments auprès de ses relations.

Il ne faut pas sous-estimer les fascismes contemporains. Sans être identiques ils sont comparables et proches, hier et aujourd'hui, en France et dans le monde. C'est une menace réelle qui s'installe, gangrène les corps sociaux, et une fois au pouvoir les institutions.

La victoire nazie fut le prix payé par la société et le prolétariat allemands de l'incapacité des communistes et des socialistes de faire front commun. Pire, le PC allemand qui en avait la responsabilité historique refusa une politique de front unique de défense en concentrant ses coups sur les sociaux-démocrates. Ces derniers étaient aussi responsables, par les politiques menées, des reculs du mouvement ouvrier. Mais ce fut une folie suicidaire de refuser de se défendre, de frapper ensemble tout en marchant séparément. Les nazis, une fois au pouvoir, ne firent pas, eux, de différences entre communistes et socialistes. L'unité se fit, dans les prisons et les camps.

A voir le moment actuel, on a l'impression que les leçons n'ont pas été tirées, pas totalement, pas par tous. C'est la pression de la rue, l'ampleur de la vague RN qui se dessine qui a contraint les partis de gauche à faire de nouveau front populaire. Or, la concurrence partisane, les ambitions individuelles que l'on voit, que l'on sent, montrent la fragilité de la conviction unitaire bâtie dans l'urgence – contrairement au Front populaire

de 1936, conçu dès 1934, dont le programme fut élaboré en janvier 1936 cinq mois avant les élections, regroupant partis, syndicats, associations.

Le besoin est là. Si l'alliance se limite à celle de partis désireux de sauver les meubles, elle évitera peut-être le pire dans l'immédiat, mais ce ne serait qu'un sursis, un de plus, et des plus fragiles.

Il faut se regrouper entre organisations politiques, syndicales, associatives, à tous les échelons, avec dès maintenant, dans les villes et les quartiers, toutes les citoyennes et citoyens ayant le désir d'agir.

Avec ces comités, ce nouveau front populaire, quelque soit l'issue des élections, on peut reconstruire l'espoir comme bâtir la résistance.

Les textes de *Contre la fascisme* sont d'une actualité brûlante alors que la guerre est déjà là en Europe avec l'agression de la Russie de Poutine, et que la menace fasciste se concrétise.

La France et l'Europe sont sur le point de brûler, il n'est plus temps de regarder ailleurs.

# Introduction à *Contre le fascisme* Dernière station avant l'abattoir

Patrick Le Tréhondat, Robi Morder, Patrick Silberstein<sup>1</sup>

Donner à lire les textes réunis dans ce volume procède de la volonté obstinée de contribuer à l'élucidation de ce qui demeure, par bien des aspects, une énigme, le fascisme : l'irruption en plein 20<sup>e</sup> siècle d'un « recul » barbare de civilisation sur le continent européen. Réfléchir sur une telle énigme, c'est également, et surtout peut-être, penser le temps présent, puisque d'évidence nous n'en avons pas fini avec la bête humaine, à la fois hydre, caméléon et phénix.

Le terreau des fascismes est connu. La longue crise de l'hégémonie bourgeoise des années 1960 et 1970 n'a pu déboucher sur le renversement du capitalisme et de ses rapports sociaux. La longue crise capitaliste apparaît ainsi sans issue. La mondialisation néolibérale et son cortège de misère, de chômage, d'inégalités et d'oppression déferlent de manière quasi irrésistible sur la planète, frappant tout à la fois, quoique de façon différenciée, le prolétariat des métropoles capitalistes, les peuples des pays qui se sont dégagés des bureaucraties parlant au nom du « socialisme » et les peuples libérés de l'oppression coloniale qui ont continué à être pillés et piétinés.

Les textes de Léon Trotsky que nous publions ici couvrent une période de dix-huit années. De 1922 à 1940, révolutionnaire victorieux puis communiste vaincu, il a tenté d'arrêter la marche à la catastrophe mondiale qui allait venir sanctionner, ainsi qu'il l'écrit dès 1930, l'échec du

---

1. Le titre est inspiré du roman *Première station avant l'abattoir* de Romain Slocombe (Paris, Le Seuil, 2013) et emprunté à une expression de Louis-Ferdinand Céline dans son livre antisémite, *Bagatelles pour un massacre*, best-seller 1943 pour les éditions Denoël.

mouvement émancipateur à « prendre la tête de la nation, pour transformer le sort de toutes les classes<sup>2</sup> »<sup>3</sup>.

Si, comme l'écrivait Clara Zetkin en 1923, le fascisme est la « punition historique » infligée au prolétariat européen pour avoir échoué à parachèver la Révolution russe, alors nous devons sans doute considérer que les situations révolutionnaires épuisées ou manquées depuis un demi-siècle pourraient se conclure, faute de débouchés émancipateurs, par de nouvelles barbaries.

« Le désespoir les a fait se dresser, le fascisme leur a donné un drapeau », écrivait Trotsky en 1933. Porteur d'idéologies mortifères, l'hydre-caméléon qui parcourt à nouveau la planète peut mobiliser les exclus, les perdants et les déclassés pour les dresser les uns contre les autres. Faits de combinaisons complexes de xénophobie, de racisme, de sexisme, d'intolérance, de nationalisme, de fanatisme religieux, d'attentes sociales, nationales et culturelles frustrées, les fascismes de notre temps peuvent rencontrer des groupes humains auxquels ils redonnent un sens et, ainsi que l'écrivait Wilhelm Reich en 1934, un « grand but final » (Reich, 1974 : 53-55). Mélange d'aspiration à la modernité et au retour à un passé originel archaïque fantasmé, soit d'ordre et d'autorité en même temps qu'appétit pour un grand nettoyage, ce « but final » est également à la recherche éperdue d'un « guide », régulier ou séculier, capable de mobiliser des foules désespérées et enragées et composées d'individus « ordinaires<sup>4</sup> ». Prenant évidemment des formes différentes, voire contradictoires, selon les lieux et les temps, ces fascismes se caractérisent par une constante : la destruction radicale de *toutes* les formes d'organisation populaire autonome et l'écrasement de *toutes* les libertés<sup>5</sup>.

La solution fasciste n'est évidemment pas à l'ordre du jour. L'a-t-elle d'ailleurs jamais été *en tant que telle* ? N'est-elle pas plutôt l'aboutissement d'un processus au cours duquel les partis traditionnels de la

---

2. Les renvois aux textes de Léon Trotsky publiés dans ce volume sont indiqués en notes de bas de page. Sauf mention contraire, les notes infrapaginales de l'ouvrage ont été rédigées par Patrick Le Tréhondat, Robi Morder, Irène Paillard et Patrick Silberstein.

3. [Le tournant de l'Internationale communiste et la situation en Allemagne]

4. « Les hommes "ordinaires", agissant en "bons pères de famille", ou des processus sociaux également "ordinaires" [...] peuvent donner naissance à des phénomènes absolument monstrueux », note Michel Dobry (2003 : 65) en faisant référence aux hommes ordinaires qui ont mis en œuvre la solution finale en Pologne (Browning, 1996).

5. [Démocratie et fascisme]



bourgeoisie font finalement appel aux « bandes avides et déchaînées » et aux « nuées de criquets affamés et voraces qui exigent pour eux-mêmes, et obtiendront, le monopole des fonctions et des revenus » (Trotsky, 1978 : 88) ?

Pour autant, de nos jours, la crise institutionnelle étant ce qu'elle est, les formes démocratiques autoritaires en vigueur pourraient donner corps à un nouveau bonapartisme<sup>7</sup>. Il faut pour cela que soient réunies quelques conditions. Avoir un bonaparte présentable est toujours utile. Ce n'est pas donné à toutes les époques ni à tout le monde, mais si, comme l'écrivait Victor Hugo, un Napoléon le petit a pu se muer en « tyran pygmée », ou un « Gastounet » (Doumergue) faire l'affaire quelque temps, tous les espoirs sont permis<sup>8</sup>. Alors, qui ? quand ? comment ? Questions évidemment sans réponse.

Ce qui est revanche certain, c'est que pour s'imposer comme arbitre et comme sauveur suprême, le bonapartisme à besoin d'une extrême droite forte. En France, celle-ci dispose d'une large base électorale et a largement entamé son *aggiornamento* en remisant les chemises noires au placard des accessoires démodés. De ce point de vue, le Front national « dédiable » est bel et bien aujourd'hui le principal vecteur de la « modernité fasciste » à même de nourrir les tendances bonapartistes contemporaines.

Cependant, les apprentis sorciers qui pensent pouvoir le museler ou le dissoudre dans le bain démocratique font fausse route. Son « programme » social-national, sa filiation et ses racines, « plus longues que son histoire » et enfouies à des époques différentes, sont autant d'éléments qui feront barrage à une telle issue. L'histoire nous l'apprend, l'épouvantail n'est jamais une simple marionnette, et en leur ouvrant la porte, les conservateurs, fidèles en cela à leurs prédécesseurs, ouvriront à nouveau la boîte de pandore.

---

6. [« L'ère démocratico-pacifique » et le fascisme]

7. Nous reprenons ici à notre compte la définition que donne Trotsky du bonapartisme : « Nous entendons un régime où la classe économiquement dominante, apte aux méthodes démocratiques de gouvernement, se trouve contrainte, afin de sauvegarder ce qu'elle possède, de tolérer au-dessus d'elle le commandement incontrôlé d'un appareil militaire et policier, d'un "sauveur" couronné » (*Bulletin de l'Opposition*, n° 43, avril 1935).

8. [Où va la France ?]

## **1922-1940 : dix-huit années et quatre-vingt un textes**

---

La compréhension du phénomène fasciste oblige à reprendre par le début cette tragédie historique. C'est ce fil que déroulent les écrits de Léon Trotsky présentés dans cet ouvrage. Au-delà du temps passé et des transformations majeures que le monde a connues depuis leur rédaction, ces textes semblent, malheureusement, nous offrir encore bien des « leçons » pour aujourd'hui.

Nous avons réuni dans la présente édition la plupart des textes de Trotsky relatifs au fascisme et une grande partie de ceux qu'il a consacrés à la guerre mondiale qui se profilait. Si celle-ci n'a pas été en elle-même la conséquence du nazisme, elle était l'horizon le plus probable de la crise du capitalisme : nécessité d'un « espace vital » pour une Allemagne privée de colonies, menace pour l'Empire britannique d'une éventuelle association des expansionnismes germanique et nippon, grand effroi du capitalisme français fragilisé dans sa domination coloniale et traumatisé par la poussée révolutionnaire de juin 1936, et obsession d'en terminer avec la Révolution russe. Ainsi, les ingrédients du nouveau conflit mondial sont présents dès le début des années 1930 (Mandel, 1986).

La résolution de cette crise majeure passait soit par la révolution socialiste soit par l'issue fasciste choisie par la grande bourgeoisie à défaut de solution plus « douce ».

Ces textes étaient destinés à être publiés dans la presse de l'Opposition de gauche et plus tard dans celle de la 4<sup>e</sup> Internationale<sup>10</sup>, dans plusieurs

---

9. Le fascisme, de même que l'existence de l'URSS, impliquait des politiques concrètes bien distinctes du « défaitisme révolutionnaire » mis en avant par les internationalistes au cours de la guerre interimpérialiste de 1914-1918 : lutte contre la guerre, lutte antifasciste, lutte pour les libertés démocratiques, lutte de libération nationale et lutte révolutionnaire devaient être menées de manière articulée. Trotsky s'attachera à cette réflexion dans de nombreux textes, dont certains sont publiés dans cet ouvrage.

10. Les communistes regroupés autour de Trotsky contre la bureaucratisation stalinienne, d'abord en URSS, puis à l'échelle internationale, se sont désignés comme « bolchévik-léninistes » (ou « BL ») pour affirmer leur continuité avec Lénine. Selon les époques, ils ont utilisé diverses autres appellations : Opposition de gauche, Ligue communiste internationale, 4<sup>e</sup> Internationale. En URSS, l'Opposition de gauche commence à se structurer à partir de 1923-1924, ses membres – Trotsky au premier chef – sont exclus du Parti communiste d'union soviétique en 1927. Expulsé d'URSS en 1929, il fonde l'Opposition de gauche internationale. En 1933, la défaite en Allemagne signifiant pour les trotskistes la faillite du Komintern, l'Opposition de gauche devient Ligue communiste internationale (LCI) qui milite pour la création d'une quatrième Internationale qui ne se limiterait pas aux seuls « trotskistes ». Ils tentent d'associer à ce projet d'autres courants et organisations (tels le POUM espagnol ou le

pays, en plusieurs langues, à commencer bien évidemment par la langue maternelle de Trotsky, le russe. C'est dans le *Bulletin de l'Opposition* en langue russe qu'ils ont été, dans leur grande majorité, publiés, avant d'être traduits avec plus ou moins de professionnalisme en allemand, en français, en anglais. Parfois, comme certains entretiens parus dans les journaux américains, ils ont été traduits en russe pour être publiés dans le *Bulletin de l'Opposition*.

Bien évidemment, les conditions de production de ce bulletin étaient difficiles. L'Opposition de gauche disposait de moyens limités et devait faire face en même temps à la répression bourgeoise, à la terreur nazie et à la persécution stalinienne, bien souvent complices.

Depuis 1929, expulsé d'URSS, Trotsky est exilé à Prinkipo, en Turquie. Il séjourne ensuite en France de 1933 à 1935, avant d'être expulsé et de trouver un refuge provisoire en Norvège et enfin de partir pour un dernier exil au Mexique qui lui offre l'asile<sup>11</sup>. Sa liberté d'action, de correspondance, de publication et de circulation est entravée, parfois interdite. Certains articles sont donc signés d'un pseudonyme (Crux, par exemple) ou d'un nom collectif. Parfois, ils ne sont pas signés, entre autres les projets de résolution ou les brochures.

Installé à Prinkipo, puis à Berlin à partir de 1931, c'est Léon Sedov, le fils de Trotsky, qui assure la parution et l'acheminement en URSS du *Bulletin*. Après l'interdiction du *Bulletin* par les autorités hitlériennes, Sedov reste encore quelques semaines en Allemagne<sup>12</sup>, menant un travail illégal et se cachant de la Gestapo, avant de rejoindre Paris où il poursuit ses études et son activité politique jusqu'à sa mort en février 1938. Entre-temps, les agents de Staline auront volé à Paris les archives de Trotsky<sup>13</sup>.

Réunissant des textes dont les titres et la sélection sont choisis par les militants et non par l'auteur lui-même, les groupes de l'Opposition de gauche assurent la publication de brochures et de livres. En Allemagne,

---

RSAP hollandais). La 4<sup>e</sup> Internationale est fondée en septembre 1938 lors d'une conférence tenue clandestinement dans la banlieue parisienne, en présence de délégués qui ont pu venir de douze pays sur les vingt-huit dans lesquels existent des sections.

11. On se reportera aux témoignages de Jean Van Heijenoort (1978), Pierre Naville (1979) et Gérard Rosenthal (1975).

12. Les autorités nazies publient au printemps 1933 un décret punissant de mort quiconque introduit en Allemagne des imprimés étrangers à caractère politique.

13. Dès le début de la guerre, la rédaction du *Bulletin de l'Opposition* est transférée à New York où paraît le n° 79-80 (août-septembre 1939). Le dernier numéro paraîtra en octobre 1941.

le travail éditorial est intense<sup>14</sup>. En 1932, l'Opposition de gauche publie *Gegen den Nationalkommunismus : Über Arbeiterkontrolle der Produktion* (« Contre le national communisme<sup>15</sup>, Sur le contrôle ouvrier sur la production<sup>16</sup> »), *Soll der Faschismus wirklich siegen ? : Wie wird der Nationalsozialismus geschlagen* (« Le fascisme doit-il réellement l'emporter ? Comment vaincre le national-socialisme ? »)<sup>17</sup>. La même année, en septembre, *Der einzige Weg* (« La seule voie »)<sup>18</sup> réunit ainsi trois textes publiés dans le *Bulletin de l'Opposition* et des chapitres dont on n'a pas retrouvé les manuscrits en russe. Le livre est publié, ainsi que d'autres brochures et textes de Trotsky, par Anton Grylewicz, une des figures de l'Opposition de gauche en Allemagne, qui a fondé une petite maison d'édition<sup>19</sup>. En France, un mois plus tard, en octobre 1932, *La seule voie* est publiée dans une brochure présentée comme un supplément à *La Vérité*, le journal de la Ligue communiste.

D'un autre côté, la stature internationale de Trotsky – dirigeant de la Révolution russe, commissaire du peuple aux affaires étrangères, puis à l'armée, créateur de l'Armée rouge –, lui permet d'approcher des éditeurs parisiens de renom qui souhaitent publier un auteur qui attire le « grand public ». *Ma Vie*, *Journal d'exil*, *Histoire de la Révolution russe*, *La révolution trahie* et *Staline* paraissent ainsi chez Grasset. Jean Guéhenno, rédacteur en chef de la revue *Europe*, publie dans la revue des chapitres de *Histoire de la révolution russe* en 1932 et 1933 (Racine-Furlaud, 1993). Pierre Gérôme y publie en décembre 1932 une note de lecture sur *Et maintenant ?*, « réquisitoire logique et passionné contre la politique stalinienne des communistes allemands ». Jacques Robertfrance, ancien

---

14. Barbara Weinhold (2004) a consacré un ouvrage à la lutte des trotskistes allemands contre le nazisme. Le Friedrich-Ebert-Stiftung à Bonn conserve un fonds important des publications des trotskistes allemands de l'avant-guerre jusqu'aux années 1970.

15. [Contre le national-communisme (les leçons du plébiscite « rouge »)]

16. [Au sujet du contrôle ouvrier de la production]

17. [En quoi la politique actuelle du Parti communiste allemand est-elle erronée ?]

18. [Où sont les limites de la décadence ?]

19. Selon une note de Grylewicz citée par Annegret Schüle (1989), la brochure *Gegen den Nationalkommunismus : Über Arbeiterkontrolle der Produktion*, qui paraît fin septembre 1931, est diffusée à 15 000 exemplaires. Parues en décembre 1931, les brochures *Soll der Faschismus wirklich siegen ? : Wie wird der Nationalsozialismus geschlagen* et *Wie wird der Nationalsozialismus geschlagen* sont diffusées à 31 000 exemplaires chacune. Sortie en janvier 1932, *Was Nun* (Et maintenant) atteint les 15 000 exemplaires en trois mois. Les témoins s'accordent pour admettre que dans le contexte de la crise, chaque exemplaire avait plusieurs lecteurs, parfois jusqu'à une dizaine. [Démocratie et fascisme], [Les leçons de l'expérience italienne]

rédacteur en chef d'*Europe*, fait publier chez Rieder *La révolution permanente* en 1932 et *La jeunesse de Lénine* en 1936. La question de la traduction est d'ailleurs suivie de manière exigeante par Trotsky<sup>20</sup>.

Les difficultés sont toutefois omniprésentes : limites matérielles, limites de temps, limites physiques aussi. Trotsky doit répondre aux urgences, quitte à laisser momentanément de côté toute une série de questions. Ainsi, le 6 mars 1936, écrit-il à son ami Franz Pfemfert : « Personnellement, je suis en ce moment absolument en dehors de la vie politique allemande : je ne lis ni journaux ni revues allemands et je n'ai pas non plus la moindre possibilité, au cours des prochains mois tout au moins, de m'en occuper. J'écris à présent un ouvrage assez important sur l'Union soviétique dans la nouvelle phase de son histoire et il me faudra ensuite me consacrer à une étude sur la France [...]. Je vous prie de ne voir aucun "pessimisme" dans cette lettre. Mais il faut compter avec les dures réalités biologiques » (Trotsky, 1980 : 44).

Paradoxe qui n'est qu'apparent, après la Seconde Guerre mondiale et la défaite du fascisme international, il deviendra plus difficile d'éditer Trotsky en France. Éprouvant la plus grande peine à convaincre des éditeurs, Alfred Rosmer s'en ouvre à Maurice Nadeau, ancien militant trotskiste. Dans ses mémoires, celui-ci note que Rosmer oubliait « le poids du stalinisme dans notre pays, un poids qui après cette deuxième guerre [était] devenu encore plus étouffant » (Nadeau, 2002 : 268). Encore aujourd'hui, pour d'autres raisons, il demeure des œuvres traduites en espagnol, en anglais, mais pas en français, telles les « Cinq premières années de l'Internationale communiste<sup>21</sup> ».

Au cours des années 1950, c'est une obstination militante qui permet l'édition des *Œuvres* en trois tomes ; les éditions Marcel Rivière publient

---

20. Lettre de Trotsky du 28 juillet 1931 sur les problèmes de traduction : « Je connais Parijanine comme traducteur : il banalise le texte en l'adaptant à ses goûts. Mais je ne fais pas des objections : il traduit très bien le sens, et cela me suffit pour la *Révolution permanente*, dont le style est tout à fait négligé. Avec l'*Histoire*, c'est tout à fait autre chose : le style est bien soigné et j'exige le même du traducteur. » Le 14 mai 1933, ses ouvrages étant sur la liste des livres à brûler établie par les nazis, il écrit à Henri Molinier pour qu'il trouve un éditeur « "neutre" du point de vue race, nationalité, tendance politique » pour approcher son éditeur allemand menacé d'expropriation (Trotsky, 1978 : 177).

21. *Piat' Let Kominterna*, qui rassemble les discours prononcés par Trotsky aux congrès de l'Internationale communiste (IC) et ses nombreux commentaires, a été publié à Moscou en 1924 ; *The First Five Years of the Communist International* est paru en deux volumes à New York chez Pioneer Publishers en 1945 et 1953 ; l'édition en castillan, *Los cinco primeros años de la Internacional Comunista*, est parue à Buenos Aires aux éditions Pluma en 1974.

le premier tome en 1955 ; c'est la 4<sup>e</sup> Internationale qui publie le second tome, *Où va la France ?*, en 1958 ainsi que le troisième opus, *La tragédie de la classe ouvrière allemande. La Révolution espagnole*, en 1959. Contre vents et marées, Pierre Frank, un des dirigeants de la 4<sup>e</sup> Internationale, rassemble les textes, les traduit ou les fait traduire, réutilise les versions publiées avant-guerre dans *La Vérité*, les brochures, les livres non réédités, prépare la copie pour l'imprimeur et corrige les épreuves (Lequenne, 1985). Cependant, Pierre Frank et les autres militants du petit Parti communiste internationaliste (PCI) sont en même temps engagés dans la lutte contre la guerre d'Algérie et pour son indépendance. Ce qui leur vaut arrestations, perquisitions, saisies de journaux. Confrontés au putsch de mai 1958 qui ramène de Gaulle au pouvoir, ils sont également sous la menace physique des partisans de l'Algérie française. L'actualité du bonapartisme qui parcourt les réflexions de Trotsky dans ses écrits sur le fascisme prend alors un relief particulier<sup>22</sup>.

Dans cette tourmente, ils parviennent à dégager du temps pour transmettre un héritage sans l'embaumer dans le dogmatisme. Le tome 3 paraît en 1959. Dans le contexte de l'époque, Michel Pablo, un autre des dirigeants de la 4<sup>e</sup> Internationale, qui en rédige l'introduction, insiste d'ailleurs moins sur les analyses du fascisme que sur la nécessité et le contenu d'un programme révolutionnaire, d'un programme de transition. À l'heure de la révolution coloniale, alors que le mouvement ouvrier occidental semble profondément assoupi, il convient de réfléchir aux possibilités qui s'offriront dans l'hypothèse d'une remontée des luttes des classes, même si elles semblent éloignées et appartenir au registre de l'utopie<sup>23</sup>.

---

22. « La guerre d'Algérie a abondamment nourri les éléments qui ont assuré la venue de De Gaulle au pouvoir. La masse de choc fut constituée par ces Français d'Algérie, ces ultras, qui ne peuvent se résigner à l'idée que la libération du peuple algérien signifierait pour eux le renoncement à la situation privilégiée qu'ils occupent dans la société en Algérie, quel que soit l'échelon social où ils se trouvent » (Frank, 1969). Rappelons que le putsch des généraux à Alger, l'activisme des « ultras », les paras en Corse et les menaces militaire sur Paris... provoquent la chute de la 4<sup>e</sup> République et le recours à un bonaparte (de Gaulle) pour « faire la paix » en Algérie, maintenir l'équilibre et transformer le capitalisme français et son État.

23. L'avenir allait rapidement montrer que la situation n'était pas stabilisée. L'indépendance de l'Algérie allait déboucher sur un processus révolutionnaire en Algérie (1962-1965), la modernisation gaulliste allait provoquer le réveil des luttes ouvrières (1963), la montée des nouvelles couches prolétaires et Mai 68. Pour la bourgeoisie, les années 1970 allaient être celles d'une crise majeure (voir Artous et col., 2008).

Avec les années 1960, on assiste aux débuts de la montée d'une gauche révolutionnaire critique vis-à-vis des partis communistes stalinisés, notamment dans les champs universitaire et intellectuel. Le soutien résolu à la révolution coloniale, de l'Algérie au Vietnam, et l'émergence du Printemps de Prague, sont le moteur de cette effervescence. La crise du stalinisme ouvre une brèche et permet de renouer les fils d'une histoire et la redécouverte des marxistes non « orthodoxes ». Les éditions de Minuit publient alors les textes de Trotsky dans des volumes importants : *1905*, suivi de *Bilan et perspectives* en 1969, *La révolution espagnole (1930-1940)* en 1975 et *Le mouvement communiste en France* en 1977.

L'antifascisme n'est pas absent de la période qui précède Mai 68, marquée par le putsch des généraux à Alger, la terreur organisée par les ultras de l'Algérie française et l'activisme des groupes d'extrême droite à l'Université. La réponse a été, en 1961, la création d'une organisation unitaire de défense et de combat<sup>24</sup>, le Front universitaire antifasciste (FUA)<sup>25</sup>.

En France, la crise révolutionnaire de mai et juin 1968 ouvre un moment politique caractérisé par l'irruption de mouvements de contestation de la société. C'est aussi, de manière dialectique, un moment où la déstabilisation de la domination bourgeoise contraint l'État à renforcer ses dispositifs policiers, juridiques, voire militaires, contre la « subversion ». Après celui des « ratonnades », c'est le temps de l'« ennemi intérieur », de l'« anti-France », des « bandes armées du capital » et des « marcellinades ». C'est aussi encore le temps (finissant) des Salazar, des colonels et des *caudillos*. Ce sera aussi celui des généraux en Amérique latine et bientôt en Pologne.

Aux lendemains de Mai 68, la répression policière est telle que certains sont alors prompts à tout mettre dans le même sac : fascisme, État policier, État fort, sans oublier, pour certains groupes gauchistes, les partis « réformistes » (socialiste et communiste). Dans des conditions autrement plus lourdes de conséquences, Trotsky avait ferrailé contre ceux qui, comme le Komintern stalinisé ou les gauchistes de son temps,

---

24. [Pour un front uni contre le fascisme]

25. Dans ses mémoires, Laurent Schwartz (1997 : 407) raconte qu'outre l'expulsion des fascistes du Quartier latin, les militants du FUA ont procédé à l'arrestation d'activistes de l'Algérie française qu'ils ont remis à la police. Voir également Hamon et Rotman (1979-1981 : 9) et Duranton-Crabol (1995 : 191, 204).

ne distinguaient pas les différences entre von Papen<sup>26</sup> et Hitler, entre la social-démocratie et le fascisme<sup>27</sup>.

La préface que consacre Ernest Mandel au recueil de 85 textes sur l'Allemagne, qui paraît en 1971, atteste de la préoccupation à penser le fascisme et à convaincre de la nécessité d'un front unique pour le combattre (Trotsky, 1971a)<sup>28</sup>. En même temps que paraît ce travail scientifique, méticuleusement annoté et dirigé par Helmut Dahmer<sup>29</sup>, neuf de ces textes portant sur la période 1930-1933 sont choisis pour rendre facilement accessible au public militant le plus large la pensée et la politique de Trotsky face à la montée du fascisme. C'est donc la même année que paraît *Wie wird der Nationalsozialismus geschlagen ?*<sup>30</sup>, avec uniquement la troisième partie de la préface d'Ernest Mandel (Trotsky, 1971b).

C'est ce livre, qui ne comprend ni l'appareil critique ni l'intégralité de l'édition allemande consacrée à l'Allemagne parue en 1971, qui paraît en France chez Buchet-Chastel en 1973 sous le titre *Comment vaincre le fascisme*. La traduction française a été confiée à Irène et Denis Paillard, qui ont repris les textes russes, hormis les parties de « La seule voie » traduites de l'allemand. Étant à l'époque appelés à se rendre en URSS, les deux traducteurs utilisèrent un pseudonyme : Jean Renaud. Les rééditions de 1992 et 2002 par les éditions de La Passion portent à nouveau en sous-titre, *Écrits sur l'Allemagne*.

Dans son *Trotsky*, qui paraît en 1982, Pierre Broué sous-entend dans une note acerbe qu'il s'agit d'une affabulation et qu'il ne pouvait y avoir, en 1973, une traduction du russe puisque l'on n'était « en possession des originaux en russe qu'avec la découverte à Stanford du fonds Sedov ». C'était oublier à la fois la disponibilité du *Bulletin de l'Opposition* en

---

26. Papen, Franz von (1879-1969) : Député du *Zentrum*, appartenant à son courant d'extrême droite, il est nommé chancelier le 1<sup>er</sup> janvier 1932 après la démission de Brüning. Il courtise les nazis pour les inclure dans sa majorité parlementaire. Il lève ainsi en juin 1932 l'interdiction des SA et destitue le gouvernement social-démocrate de Prusse. Contraint à la démission, il demande à Hindenburg de nommer Hitler comme chancelier. Vice-chancelier, il démissionne après la Nuit des longs couteaux. Acquitté à Nuremberg, il est condamné en 1949 par un tribunal allemand.

27. [Où en sommes-nous ?]

28. Le texte d'Ernest Mandel, « La théorie du fascisme chez Léon Trotsky », dont la traduction a été revue à partir de la version allemande d'origine, est publié *in extenso* à la fin de ce volume. Il a été partiellement publié en France par la Ligue communiste (Mandel, 1974).

29. Helmut Dahmer est un sociologue allemand. Membre du *Sozialistischer Deutscher Studentenbund* (SDS) pendant ses études dans les années 1960.

30. Reprenant ainsi le titre d'une brochure de Trotsky de 1932.



russe, dont les textes étaient contrôlés par Léon Sedov, et des originaux et copies de textes en russe en possession d'autres militants, tels Pierre Frank et Marguerite Bonnet, laquelle, depuis la mort de Natalia Sedova Trotsky en 1962, assurait la responsabilité des droits littéraires de l'œuvre de Trotsky pour l'Europe. Elle avait succédé à Alfred Rosmer qui avait assumé cette responsabilité pour la France. C'est dans ces conditions que les traducteurs de l'édition de 1973 se sont vus confier les textes russes que nous rééditons aujourd'hui.

Les autres textes que nous publions sont, pour la plupart, connus puisqu'ils forment des chapitres des plusieurs livres de Trotsky, tels *Où va la France ?* ou *Défense du marxisme*. Il faut, bien sûr, rendre hommage à Daniel Guérin qui a rassemblé dans *Sur la deuxième guerre mondiale*, publié en 1970 à Bruxelles aux éditions de la Taupe et à Paris au Seuil en 1974, plusieurs textes, articles et interviews parus dans la presse en langue anglaise (*Socialist Appeal*, *The Militant*, *Fourth International*) ; ces textes couvrant la période qui précède la guerre (1938-1940). Nous avons également repris les textes publiés dans les *Écrits* édités par la 4<sup>e</sup> Internationale et ceux publiés par l'Institut Léon Trotsky (ILT). Sous la présidence de Marguerite Bonnet, l'ILT collecte et publie, de 1978 à 1989, les textes dispersés de Trotsky, notamment ceux conservés à la Houghton Library de Harvard, dont la partie fermée est devenue accessible en 1980. C'est sous la direction de Pierre Broué et de Michel Dreyfus, puis, après 1985, du seul Pierre Broué<sup>31</sup>, que les vingt-sept volumes (une première série courant de mars 1933 à août 1940 et une seconde allant de janvier 1928 à mai 1929) sont publiés, chez EDI jusqu'au tome 12, puis par l'ILT.

À chaque fois que c'était possible, nous sommes repartis des versions originales dont nous disposions pour traduire les textes ou pour en réviser les versions existantes : *Bulletin de l'Opposition*, manuscrits du fonds Pierre Frank<sup>32</sup>, presse en langue anglaise là où nous n'avions pas d'autres versions, et enfin les textes publiés par l'ILT ou disponibles sur le site *Marxists Internet Archive*. Pour chacun, sans être exhaustifs, nous avons précisé la ou les sources, certains textes étant publiés dans plusieurs revues, journaux, bulletins, brochures.

---

31. Les archives de Pierre Broué ont été versées à la BDIC et sont en cours de traitement.

32. Le fonds Pierre Frank à la BDIC comporte un carton contenant des écrits, articles, brochures, correspondances, livres de Trotsky dont la plupart en russe (BDIC F delta rés 898), et en microfilm, (BDIC, mfm 922).

## Étape romaine

Arrêtons-nous un instant sur le cas de l'Italie. D'abord parce que c'est là que le fascisme sort des tranchées pour se hisser au pouvoir sur les décombres d'une révolution refusée<sup>33</sup>. Ensuite, parce qu'il pourra sembler curieux au lecteur que le premier texte qu'il rencontrera – ordre chronologique oblige – soit consacré à un courant artistique, le futurisme<sup>34</sup>.

Né en Italie, mais également très présent en Russie, notamment avec Maïakovsky, le futurisme regroupe des artistes anticonformistes, hostiles au monde bourgeois, à ses institutions et épris de modernité. Partisans de la violence et de la guerre, considérée comme un « remède hygiénique », nombre de ces rebelles se rallieront au fascisme. Dans un courrier daté du 8 septembre 1922, Gramsci écrit ainsi à Trotsky qu'un nouvel hebdomadaire, dirigé par deux futuristes, « formule, ou cherche à formuler, les théories que Machiavel prêcha à l'Italie du 15<sup>e</sup> siècle : à savoir que la lutte qui divise les partis locaux et mène la nation au chaos ne peut être enterrée que par un monarque absolu, un nouveau César Borgia qui se placera à la tête des partis rivaux » (Trotsky, 1974 : 185).

Le 24 octobre 1922, Mussolini salue les 40 000 Chemises noires rassemblées à Naples qui se préparent à marcher sur Rome en réclamant qu'on leur donne le pouvoir et qu'à défaut ils le prendront. Mussolini sait, écrit Anglo Tasca (1967 : 60), à la fois satisfaire « les passions vagues des foules<sup>35</sup> et les intérêts précis des capitalistes ». Les propriétaires terriens de la vallée du Pô, le Cercle des intérêts industriels et commerciaux, les nationalistes exaltés et frustrés par le sort réservé à l'Italie par le traité de Versailles ont soif de revanche. Les potentats *squadristes*, eux, ont soif de pouvoir... et d'avantages matériels. L'alliance avec les possédants a été scellée dès l'automne 1920 et depuis l'argent coule à flots dans les

---

33. En 1920, tout semblait possible en Italie du Nord alors que les grèves, les usines occupées et les comités ouvriers se multipliaient. « Les banquiers et les gros industriels et les gros propriétaires attendaient la révolution comme le mouton attend d'être conduit à l'abattoir », écrit en 1928 le dirigeant socialiste Gaetano Salvemini. « L'Italie, ajoute-t-il, a connu le péril de l'effondrement. Il n'y a pas eu de révolution, non parce qu'il y avait quelqu'un pour lui barrer le chemin, mais parce que la CGT n'en a pas voulu » (cité par Leduc, 1952 : 129-130). Tirant en 1921 les « leçons » de cette dérobade, le PCI estime que la victoire « provisoire » du fascisme « tue et démolit l'influence de la social-démocratie sur la masse » (cité par Tasca, 2000 : 33).

34. [Le futurisme]

35. Wilhelm Reich (1974 : 91) note qu'Hitler répète souvent « qu'il ne faut pas aborder la masse avec des arguments, des preuves, de l'érudition, mais avec des sentiments et des croyances ».

caisses des Chemises noires. La terreur blanche se répand dans le pays : journaux, Maisons du peuple, imprimeries, cercles ouvriers, ligues paysannes, Bourses du travail, coopératives sont attaqués, dévastés, détruits. Ceux qui résistent sont molestés et tués. Moins connue – le mussolinisme étant réputé non racial, du moins jusqu'à la radicalisation raciste de 1935-1938<sup>36</sup> – est la persécution des *allogènes* slavophones et germanophones, victimes d'une épuration ethnique « douce » par substitution de population dans les territoires annexés en 1918, la Vénétie Julienne, le Haut-Adige et Trieste (Teissier, 1996).

Mussolini semblant hésiter entre conquête légale et prise du pouvoir sous la pression des *squadristes*, le pouvoir en place tranche : le gouvernement démissionne et, alors que les Chemises noires marchent sur Rome, le roi refuse de décréter l'état de siège. Il choisit au contraire de confier à Mussolini le soin de former le gouvernement. « Mussolini offrit au grand capital la stratégie d'une *contre-révolution anticipée* », écrit Maria-Antonietta Macciocchi (1976, 1 : 24). Nommé, le 28 octobre, Mussolini forme un gouvernement de coalition avec les différentes familles de la droite traditionnelle. Les fascistes y sont très minoritaires.

Le congrès de l'Internationale communiste, qui débute le 5 novembre 1922, prend acte de l'offensive de la bourgeoisie, qui se manifeste, peut-on lire dans la résolution, « de la manière la plus éclatante dans le fascisme international », lequel est lié à « l'offensive du capital sur le terrain économique ». Si la situation économique pousse les masses vers un « état d'esprit révolutionnaire qui englobe les classes moyennes, y compris les fonctionnaires », cette crise sociale ébranle la « sécurité de la bourgeoisie qui n'a plus dans la bureaucratie un instrument docile ». Désormais, « les méthodes de contraintes légales ne suffisant plus », la bourgeoisie doit « créer des gardes-blanches spécialement destinées à combattre tous les efforts révolutionnaires du prolétariat ».

---

36. Il est certain que cette « réputation » ne prend en compte que l'Italie continentale, car ses possessions africaines subissaient le joug colonial avec son cortège de discriminations de racisme et de brutalités. Le tournant racialiste s'est imposé au fascisme italien non pas sous l'influence nazie, mais quand il a fallu faire montre, selon les termes mêmes de Mussolini, d'une « dignité raciale » pour mater les Éthiopiens : « Ceux qui font croire que nous avons voulu imiter ou répondu à des suggestions sont de pauvres stupides [...]. Le problème racial n'est pas survenu à l'improviste [...]. C'est en relation avec la conquête de l'Empire car l'histoire nous enseigne que les Empires se conquièrent avec les armes, mais se conservent avec le prestige. Et le prestige nécessite une claire conscience raciale qui n'établit pas seulement les différences mais aussi très nettement les supériorités. Le problème juif n'est donc qu'un aspect de ce phénomène » (voir Matard-Bonucci, 2008).

Le texte observe cependant un phénomène nouveau : le fascisme n'est pas seulement une organisation de combat contre-révolutionnaire, c'est aussi un mouvement disposant d'une base sociale « dans la classe paysanne, dans la petite bourgeoisie et même dans certaines parties du prolétariat ». Mettant en avant une « démagogie sociale », poursuit le document, le fascisme utilise « les déceptions provoquées par la soi-disant démocratie ». La résolution ajoute que « la folle équipée fasciste est le *dernier* atout de la bourgeoisie<sup>37</sup> » et qu'elle est « dirigée d'une façon générale contre les bases mêmes de la démocratie bourgeoise ». Ainsi, pour perpétuer sa domination, la bourgeoisie n'a d'autre issue que la « dictature non déguisée sur le prolétariat » (IC, 1971).

Il va de soi que l'Union sacrée de 1914 et le « coup de main » donné au maintien de l'ordre bourgeois en Allemagne en 1918 pèsent également sur l'appréciation portée sur la social-démocratie. Celle-ci est alors considérée par les jeunes partis communistes comme le principal obstacle sur la voie de la révolution. Dans son rapport au 5<sup>e</sup> congrès (1924), Amadeo Bordiga<sup>38</sup> énonce que le fascisme ne représente rien de plus qu'un simple « changement du personnel gouvernemental de la bourgeoisie ». Il s'oppose au nom du Parti communiste d'Italie (PCI) au front unique avec la social-démocratie : « Nous n'avons pas à nous tourner vers les partis démocratiques [...] car nous ne voulons pas faire naître l'illusion que ces partis et courants représentent quelque chose de substantiellement différent du fascisme. » Quant au président de l'Internationale, Grigori Zinoviev, il émet ce qu'on peut considérer comme la matrice de la théorie du social-fascisme : « Le fascisme italien n'est pas très éloigné de la social-démocratie de Noske<sup>39</sup> » (Draper, 1969).

---

37. Nous soulignons « *dernier* » car le terme est sujet à interprétation. En effet, la bourgeoisie met-elle en avant la solution fasciste quand celle-ci est la seule issue possible, la dernière extrémité, ou bien le capitalisme est-il entré dans une période où la stabilisation du système est impossible et que, par conséquent, entre le communisme et le fascisme, il n'y a rien d'autre que l'aile gauche du fascisme, à savoir la social-démocratie ? La suite des événements, notamment en Allemagne où le KPD opte pour le deuxième terme de l'alternative, éclairera les interprétations possibles.

38. Bordiga, Amadeo (1889-1970) : Membre fondateur et dirigeant du Parti communiste d'Italie (PCI). Hostile aux thèses sur le front unique développée par l'IC. Mis en minorité en 1926 au congrès de Lyon, il est exclu en 1930.

39. Noske, Gustav (1868-1946) : Député du SPD, il publie en 1912 un livre, *Kolonialpolitik und Sozialdemokratie*, où il préconise une politique coloniale allemande. Il vote les crédits de guerre en 1914 et assure la liaison entre l'état-major allemand et son parti. À la demande du chancelier du Reich, il met fin à la mutinerie des soldats de Kiel (novembre 1918) et est élu président du conseil de soldats. En janvier 1919, il commande les *Freikorps* qui écrasent

Des questions essentielles commencent cependant à émerger. Pourquoi le fascisme s'est-il imposé, alors que le prolétariat avait déjà subi une défaite ? Pourquoi le gouvernement de Giolitti<sup>40</sup> s'est-il effondré devant Mussolini, alors même qu'il avait assuré la victoire de la contre-révolution à l'automne 1920 ? Quel peut être la nature du parti fasciste de masse qui se construit ? Dès 1923, Clara Zetkin avait en effet insisté sur la distinction à établir entre le fascisme et les « contre-révolutions féodalo-capitalistes », comme celle de l'amiral Horty en Hongrie : « Le fascisme est le mouvement de ceux qui meurent de faim, qui souffrent, qui sont frustrés » (cité par Wistrich, 1976).

Au sein du Komintern, ne voulant pas se contenter de l'évident constat que l'avènement du fascisme est une « victoire de la contre-révolution », certains voient dans la petite bourgeoisie « désespérée et enragée » une force motrice du processus de fascisation. Selon les analyses en présence, la formation des mouvements fascistes de masse est aussi l'expression d'une recherche confuse et contradictoire d'une sortie de la crise sociale par la classe moyenne qui croit trouver dans le fascisme un instrument pour affirmer un « ordre nouveau appelé à les libérer des conséquences de la guerre ». Karl Radek<sup>41</sup> et Andréu Nin<sup>42</sup> pensent que le fascisme représente l'arrivée au pouvoir de la petite bourgeoisie avec l'appui de la bourgeoisie, dont c'est en définitive le programme qui est appliqué. Pour d'autres, cette analyse n'examine pas assez précisément l'articulation entre l'action du fascisme et la politique de la bourgeoisie. Il ne faut pas, selon ces derniers, se limiter à indiquer l'impossibilité pour la petite

---

l'insurrection ouvrière et assassinent Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Ministre lors du putsch de Kapp en 1920, il démissionne sous la pression des syndicats qui ont déclenché une grève générale. En 1925 et 1932, il soutient la candidature du maréchal Hindenburg à la présidence de la République. Gouverneur du Hanovre, il est démis de ses fonctions par le gouvernement nazi. Il est arrêté en 1944 et libéré par les Soviétiques en mai 1945.

40. Giolitti, Antonio (1842-1929) : Plusieurs fois pinistre et premier ministre avant 1914, il revient au pouvoir en juillet 1920 à la tête d'un gouvernement de centre droit. Il cherche à obtenir du patronat et des banques des concessions pour faire face à l'agitation révolutionnaire de septembre 1920. Mais les fascistes refusent le rôle de « gendarmes du vieux système libéral » qu'il veut leur faire jouer.

41. Radek, Karl (1885-1939) : Un des principaux dirigeants de l'IC de 1919 à 1923, spécialiste des questions allemandes. Membre de l'Opposition de gauche de 1923 à 1928, il est exclu et déporté en Sibérie. Il capitule en 1929 et disparaît dans le Goulag.

42. Nin, Andréu (1892-1937) : Il participe au 3<sup>e</sup> congrès de l'IC au nom de la CNT espagnole. Installé à Moscou, il participe à l'Opposition de gauche. Rentré en Espagne, il est l'un des fondateurs du POUM et prend ses distances avec Trotsky. Il est enlevé et assassiné par des agents du Guépéou en 1937.

bourgeoisie d'avoir un programme autonome ; il est également nécessaire de souligner les rapports entre deux forces qui restent étrangères, mais dont l'une, la grande bourgeoisie, instrumentalise l'action de l'autre, la petite bourgeoisie, qui se reconnaît dans le fascisme.

Le fascisme peut donc avoir un développement indépendant, du moins jusqu'à son arrivée au pouvoir en s'identifiant entièrement avec la petite bourgeoisie et en recevant tout au plus un appui extérieur de la grande bourgeoisie. Ce n'est que dans la phase ultérieure que s'établit, en raison des contingences politiques du moment, une liaison plus étroite avec la grande bourgeoisie, laquelle n'exclut pas, loin de là, les conflits entre les deux parties.

La poursuite du débat va permettre de faire ressortir plus clairement comment s'entrelacent les revendications de la petite bourgeoisie et l'initiative politique de la classe dominante, les directions fascistes agissant elles aussi consciemment pour s'imposer. Palmiro Togliatti<sup>43</sup> écrit ainsi : « Le fascisme est aussi une lutte politique menée par certains représentants de la petite bourgeoisie et de la moyenne bourgeoisie *contre* une partie des anciennes classes dirigeantes. » S'il s'agit bien de contester, y compris radicalement, le pouvoir politique des partis bourgeois traditionnels, il ne faut pas cependant pas confondre cette lutte avec les rapports *particuliers* que le fascisme « entend entretenir avec la bourgeoisie capitaliste en tant que telle » (cité par Rapone, 1976). Au contraire des mouvements contre-révolutionnaires qui « travaillaient d'habitude d'en haut, du sommet de la pyramide sociale pour défendre l'autorité établie », résume Isaac Deutscher, le fascisme et le national-socialisme sont des « contre-révolutions d'en bas [...], venues des profondeurs de la société » (Deutscher, 1980, 5 : 188).

Le 26 septembre 1930, quelques jours après la fulgurante progression électorale nazie, Trotsky formule précisément sa conception : « Sous les coups de la crise, la petite bourgeoisie a basculé non du côté de la révolution prolétarienne, mais du côté de la réaction impérialiste la plus extrémiste, en entraînant des couches importantes du prolétariat. »<sup>44</sup>

L'ancien dirigeant de la Révolution russe est alors un homme isolé, qui affine ses conceptions en lisant les journaux, même s'ils lui parviennent

---

43. Togliatti, Palmiro (1893-1964) : Membre de la direction du PCI et de l'exécutif de l'IC, il est proche de Boukharine avant de se rallier à Staline et à la thèse du social-fascisme.

44. [Le tournant de l'Internationale communiste et la situation en Allemagne]

avec retard, et en discutant avec les militants qui le soutiennent. Il pense que c'est en Allemagne que se joue le sort de la révolution et que le redressement du Parti communiste allemand est le levier qui permettra d'inverser le rapport des forces. Il s'attache désormais à plusieurs tâches qui s'articulent : comprendre le phénomène nouveau qui menace la civilisation, dessiner ce que devrait être une politique adéquate pour le briser, analyser la contre-révolution thermidorienne en URSS, scruter les révolutions possibles qui seules peuvent inverser la marche à la catastrophe<sup>45</sup>.

À l'instar de Clara Zetkin, il qualifie le fascisme de parti du « désespoir contre-révolutionnaire ». Il indique dans ses « Leçons de l'expérience italienne »<sup>46</sup> que le fascisme est un mouvement de masse dont les communistes italiens (en dehors de Gramsci, précise-t-il) ont mésestimé le sens réel. Le Parti communiste, écrit-il, ne voyait « que la réaction capitaliste [et] ne discernait pas les traits *particuliers* du fascisme, qui découlent de la mobilisation de la petite bourgeoisie contre le prolétariat ». Dans ses travaux sur la formation de la pensée de Trotsky sur le fascisme, Leonardo Rapone (1976) signale l'influence des analyses du Togliatti première manière. En juillet 1926, au cours d'une réunion de la commission polonaise du Komintern, Trotsky ayant comparé le régime de Pilsudski<sup>47</sup> à celui de Mussolini, en se fondant sur leur base sociale petite-bourgeoise commune, Togliatti critique ce rapprochement « qui ne voit qu'un seul élément de la situation alors qu'il faut observer les différences pour déterminer la tactique ». Tout en approfondissant ultérieurement son analyse de la spécificité du fascisme, Trotsky maintiendra néanmoins l'analogie entre les deux mouvements.

---

45. Dans son exil, Trotsky reçoit les rapports écrits des militants de l'Opposition de gauche, et reçoit de nombreuses visites qui lui font état de la situation dans différents pays. Parfois ses informations sont parcellaires et trompent son jugement politique. On pense à l'Espagne et ses appréciations manquant étonnamment de sens dialectique à l'égard du POUM. Cependant, son sens politique lui permet de surmonter nombre de ces handicaps et on est frappé de ses intuitions sur l'essentiel des processus en cours.

46. [Les leçons de l'expérience italienne]

47. Pilsudski, Jozef (1867-1935) : Leader du Parti socialiste polonais (PPS), en 1914 il s'engage dans la lutte pour l'indépendance de la Pologne avec ses Légions polonaises. Chef de l'État polonais entre 1918 et 1922, devenu maréchal, il dirige les troupes polonaises lors de la guerre soviéto-polonaise. Le 12 mai 1926, à Varsovie, il renverse le gouvernement de la toute nouvelle 2<sup>e</sup> République avec le soutien du Parti socialiste et même du Parti communiste. Il cumule alors les fonctions de chef de l'État, de premier ministre et de ministre de la guerre et établit un régime autoritaire.

La polémique reprendra en 1932. Togliatti s'est alors rallié à la thèse stalinienne de la fascisation de la social-démocratie, tandis que Trotsky défend la nécessité du front unique et l'idée de l'opposition irréductible entre le fascisme et la social-démocratie. Selon Leonardo Rapone, il existe un lien étroit entre les analyses de Trotsky sur la crise allemande et l'élaboration antérieure des communistes italiens ; abandonnée par le parti italien stalinisé, cette approche est implicitement revendiquée par Trotsky. S'il ne semble n'avoir pas eu un accès direct aux analyses de Gramsci, qui datent de 1925-1926, il a cependant discuté avec lui lors du séjour du dirigeant italien à Moscou en 1922<sup>48</sup>.

À partir de 1928, le Komintern fait sienne la thèse, apparue dès 1924-1925, de « l'identité de la social-démocratie et du fascisme »<sup>49</sup>, ce que Trotsky dénonce dans *L'Internationale communiste après Lénine (ou le grand organisateur des défaites)*, qui paraît en français en 1930. Entretemps, en 1924, Staline a été nommé secrétaire général du Parti communiste, tandis que la guerre civile, le harcèlement militaire des puissances capitalistes et enfin l'échec de la révolution allemande ont considérablement affaibli la Russie révolutionnaire. Le parti de la révolution se transforme et sa bureaucratisation avec ses monstrueuses conséquences apparaît irréversible. Lénine, auquel il ne reste que deux années à vivre, le comprend avec effroi. Il tente de freiner la dégénérescence, mais il est affaibli par la maladie et le processus social et politique de bureaucratisation est largement entamé (voir Lewin, 2015). Dans la lutte contre la stalinisation du parti et de la société, Trotsky et ses partisans seront défaits.

Dès lors, ainsi que l'écrit Isaac Deutscher (1980, 5 : 182), l'« esprit » de Trotsky n'aura de cesse de lutter « contre la marée montante de l'irrationnalisme » en fournissant au mouvement révolutionnaire les éléments d'une compréhension la plus achevée possible de deux phénomènes historiques inédits et redoutablement mortifères pour l'émancipation humaine : le stalinisme et le fascisme, dont il dira plus tard que ce sont des « étoiles jumelles »<sup>50</sup>. Dès 1936, dans *La révolution trahie*, il relève qu'« en dépit de la profonde différence de leurs bases sociales », le stalinisme et le

---

48. Ce n'est, semble-t-il, que plus tard, dans les années 1930, que Trotsky prendra connaissance des thèses de Gramsci grâce à ses liens avec un groupe d'exclus du Parti communiste italien (Rapone, 1976).

49. [« L'ère démocratique-pacifique » et le fascisme]

50. [Hitler et Staline, étoiles jumelles]



fascisme « sont des phénomènes symétriques qui par bien des traits [...] se ressemblent d'une façon accablante<sup>51</sup> »<sup>52</sup>.

Dans la déclaration qu'il rédige en avril 1933, pour les représentants de l'Opposition de gauche au Congrès antifasciste international, qui doit se tenir à Paris au mois de juin, Trotsky rappelle plusieurs éléments qui lui semblent essentiels dans la conduite de la guerre contre le fascisme qu'il préconise. Le fascisme, écrit-il, « maintiendra l'exploitation capitaliste en ruinant le pays, en abaissant la civilisation et en apportant toujours plus de sauvagerie dans les mœurs. » S'élevant contre le « tableau faussement optimiste de la situation en Allemagne » dressée par le comité d'organisation du Congrès, qui parle du « puissant développement de la lutte antifasciste », alors que, écrit-il, « les ouvriers allemands reculent sans combattre et en complet désordre », il s'inscrit en faux contre les spéculations qui vont alors bon train sur les contradictions qui se font jour dans le cabinet d'Hitler<sup>53</sup> : le fascisme, déclare-t-il ne tombera pas « automatiquement, victime de sa propre inconsistance ».

Pour combattre efficacement le fascisme, répète-t-il, le Congrès antifasciste devrait non seulement combattre pour l'unité du front ouvrier, mais aussi « secou[er] l'hypnose de son régisseur bureaucratique en coulisses et [mettre] à son ordre du jour une discussion libre sur les causes de la victoire du fascisme allemand » (Trotsky, 1978 : 87-99).

## **Last exit to Berlin**

Trotsky comprend rapidement qu'avec le national-socialisme, le monde fait face à un problème nouveau. Il s'agit d'un phénomène politique et idéologique inédit qui va bien au-delà d'un régime de coercition, aussi brutal soit-il, mis en place par la bourgeoisie pour juguler une révolution menaçante ou domestiquer le prolétariat.

Le 10 juin 1933, il approfondit la caractérisation de l'hitlérisme en jugeant que « la civilisation capitaliste vomit une barbarie non digérée »<sup>54</sup>. Il s'alarme de la guerre qu'il sait venir : « Il est maintenant clair [...] qu'une

---

51. Ernest Mandel signale l'interaction entre l'accession du nazisme au pouvoir et le renforcement et la stabilisation de la domination bureaucratique (voir dans le présent ouvrage, Ernest Mandel, « La théorie du fascisme chez Léon Trotsky », p. 806).

52. [La révolution trahie]

53. [Contre le national-communisme (les leçons du plébiscite « rouge »)]

54. [Qu'est-ce que le national-socialisme ?]

nouvelle guerre pourrait détruire, non seulement le fascisme, mais la civilisation européenne »<sup>55</sup>. Il anticipe également l'entreprise de destruction des Juifs d'Europe à laquelle va s'atteler méthodiquement le nazisme. Ce n'est plus le « destin politique » du peuple juif qui est lié à la lutte pour l'émancipation, écrit-il, mais son « destin physique »<sup>56</sup>. Si l'alternative, c'est le socialisme ou la barbarie, la civilisation est bel et bien en danger. L'enjeu dépasse celui d'un affrontement de classe classique, même si le dénouement de la tragédie est toujours lié à la mise en cause des rapports sociaux capitalistes que seule une révolution socialiste peut dénouer dans un sens humaniste. Il hisse alors ses analyses à la hauteur de l'avenir de l'humanité. Pour Trotsky, écrit Deutscher (1980, 5 : 215-216), « l'ombre des siècles de ténèbres s'étendait à nouveau sur l'Europe ».

Alors qu'avant la révolution d'Octobre, il avait séjourné à Odessa, Vienne, Berlin, Paris, Zurich et New York, à ce stade de sa vie, Trotsky n'est plus un « simple » internationaliste russe, il est devenu un internationaliste au sens plein du terme. Il connaît les sociétés européennes, leurs fragmentations sociales plus différenciées, plus éclatées en un certain sens, que celles de la Russie tsariste et le rôle charnière occupé par la petite bourgeoisie dans le balancier du rapport de forces entre les classes. Il sait également que les représentations politiques et syndicales, fussent-elles réformistes, de la classe des travailleurs sont le produit du niveau de conscience nourri de l'expérience concrète, de la situation politique et organisationnelle et non la simple conséquence de l'activité machiavélique de dirigeants traîtres. Il sait que les questions démocratiques sont d'une importance capitale. Il sait que les masses, qui suivent les partis sociaux-démocrates ou staliniens, en dépit des multiples errements ou trahisons de leurs directions, ne les abandonneront pas sous l'effet d'une révélation subite apportée de l'extérieur. Il sait que seule l'expérience pratique et collective peut conduire aux interrogations, aux différenciations et au bout du compte aux ruptures et aux reclassements. Mais, plus encore que ces objectifs stratégiques de conquête politique des esprits ouvriers, il y a d'abord la nécessité *immédiate* et *vitale* de faire obstacle à la montée du national-socialisme<sup>57</sup>.

Dans son élaboration d'une stratégie antifasciste, Trotsky approfondit sa conception du front unique ouvrier. De tactique élaborée par

---

55. [Que peut-on faire contre le fascisme ?]

56. [Appel aux Juifs américains menacés par le fascisme et l'antisémitisme]

57. [Pour un front uni contre le fascisme]

l'Internationale communiste, elle devient, au cours des années 1930, stratégie. Si les termes utilisés peuvent aujourd'hui nous paraître désuets, voire inadapés à la réalité des mouvements sociaux et de la gauche contemporaine, la formulation – le front unique ouvrier – entendait établir une différenciation nette et précise avec les conceptions du Front populaire défendues par le mouvement communiste international<sup>58</sup> à partir de 1934-1935.

Grigori Dimitrov<sup>59</sup> sera le propagateur de la nouvelle ligne du Kremlin : l'alliance des partis communistes et de la social-démocratie avec certains partis de la bourgeoisie « démocratique » (le Parti radical-socialiste en France, Roosevelt aux États-Unis, l'ombre de la bourgeoisie républicaine en Espagne...) dans le but de défendre les intérêts diplomatiques de Moscou au prix du contingentement des dynamiques révolutionnaires (Espagne, France)<sup>60</sup>. Une telle orientation ne pouvait, selon Trotsky, qu'aboutir à la défaite, car ainsi que l'écrit Michel Pablo dans son introduction de 1959, « on ne peut s'allier à une fraction quelconque de la bourgeoisie qu'en acceptant en réalité son programme, ses méthodes de lutte et sa direction politique » (Trotsky, 1959 : 10).

Trotsky décline les modalités politiques sous lesquelles cette unité d'action peut s'avérer fructueuse : reconnaissance du pluripartisme dans le mouvement ouvrier et plus largement dans la société ; maintien du droit de la libre critique de chaque partenaire du front et maintien de l'indépendance organisationnelle et de pensée de chacun ; et enfin indépendance totale de classe du cadre unitaire qui ne peut s'allier à aucune fraction de la bourgeoisie sous peine de perdre ses propres objectifs et sa liberté de mouvement<sup>61</sup>. Lorsque ces principes sont reconnus

---

58. [Où va la France ?]

59. Dimitrov, Grigori (1882-1949) : Né en Bulgarie, membre du comité exécutif de l'IC, il est un des dirigeants de son bureau d'Europe occidentale à Berlin d'avril 1929 à mars 1933. Arrêté à Berlin le 9 mars 1933 avec les communistes bulgares Popov et Tanev et l'Allemand Torgler, il est accusé d'avoir incendié le Reichstag. Ayant démonté l'accusation, il transforme son procès (21 octobre au 23 décembre 1933) en tribune et acquiert ainsi une audience et un prestige certains [La politique dans le procès du Reichstag]. Il est acquitté le 23 décembre 1933, mais demeure emprisonné. Citoyen soviétique, il est libéré par le régime hitlérien qui veut faire un geste en direction de Staline. Rentré en URSS en février 1934, il présente en août 1935, un rapport « sur l'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste » devant le 7<sup>e</sup> congrès de l'IC qui adopte la politique des Fronts populaires. Il devient alors secrétaire général du comité exécutif de l'IC et le reste jusqu'à sa dissolution en juin 1943.

60. [Encore une fois, où va la France ?]

61. [Entretien avec un ouvrier social-démocrate à propos du front unique de défense]

et partagés dans les structures d'unité d'action, les travailleurs peuvent alors librement délibérer et agir. Le front unique est aussi une stratégie pour reconstruire l'unité de la classe travailleuse, faire revivre en son sein la démocratie et revitaliser sa force de frappe. Elle est une reconnaissance *de facto* de la légitimité des divergences d'opinions et tourne le dos au parti unique. Le front unique peut autant s'incarner dans un comité d'action unitaire que dans un conseil pour le contrôle de la production<sup>62</sup>. L'essentiel n'est pas ici de discuter de sa configuration politique précise, laquelle dépend du lieu, du moment et du rapport des forces, mais de valoriser l'agir ensemble dans le respect des différences qui se concrétise dans la formule « Marcher séparément, frapper ensemble » (en Amérique latine, aujourd'hui, on utilise une autre métaphore : « Se parler en marchant »). Le front unique ouvrier s'oppose aux conceptions stalinienne qui laissent entendre que la classe ouvrière est socialement homogène, et donc idéologiquement indivisible, et que ses intérêts ne peuvent être défendus que par un seul parti. Toute différenciation, différence ou divergence n'étant qu'une manifestation contre-révolutionnaire, extérieure à la classe.

De nombreux textes présentés ici ont trait à la situation allemande. Trotsky y est particulièrement attentif pour au moins deux raisons. D'abord l'Allemagne occupe une place particulière dans son esprit. Comme les autres dirigeants bolcheviques, il a mobilisé son énergie pour la victoire d'une révolution en Allemagne qui puisse desserrer l'étau contre-révolutionnaire autour de la révolution russe, rompre son isolement et lui apporter l'oxygène d'une société autrement plus développée que la Russie. Mais celle-ci n'est pas venue. À défaut de révolution, la défaite du prolétariat allemand allait avoir des conséquences incalculables pour l'avenir de l'Europe.

De la victoire d'Hitler en janvier 1933 et de la déroute du Parti communiste allemand (KPD) stalinisé, il en conclura que le mouvement communiste international stalinisé ne pouvait plus être redressé et retrouver le chemin d'une réelle politique révolutionnaire. Il faut, dit-il, abandonner l'idée de se battre en son sein pour le réorienter. Désormais, l'Opposition de gauche agira en dehors des partis communistes stalinisés. Cinq années plus tard, ce sera la fondation de la 4<sup>e</sup> Internationale.

---

62. [Au sujet du contrôle ouvrier de la production]

À la veille de la bataille décisive, les communistes allemands sont aveuglés par le sectarisme et par la ligne « classe contre classe » qui va conduire à la catastrophe. Le congrès du KPD, réuni en juin 1929, considère ainsi qu'il n'y a aucune différence entre la République de Weimar et une dictature fasciste ouverte.

Quelques semaines auparavant, le 10 mai 1929, la police de la coalition de la social-démocratie et du *Zentrum*<sup>63</sup> au pouvoir en Prusse, dirigée par le social-démocrate Karl Zörgiebel, avait ouvert le feu sur le cortège communiste à Berlin, faisant une vingtaine de morts. Depuis 1928, la social-démocratie participe au gouvernement du Reich, mais la « grande coalition » s'est brisée en mars 1930 et son remplacement par le cabinet Brüning<sup>64</sup> aboutit à la dissolution du Reichstag (Flechtheim, 1972). « De fait, écrit Trotsky, si on applique au régime de Brüning le critère “démocratique” formel, il ne reste à la Constitution de Weimar que la peau sur les os. » Mais il ajoute, et c'est là toute la différence : « Il faut considérer la question du point de vue de la démocratie prolétarienne », dont les structures n'ont pas encore été à ce stade détruites (Trotsky, 1993).

Les élections ont lieu le 14 septembre 1930. Le KPD recueille 4,5 millions de suffrages, soit un bond de plus d'un million de voix. Le Parti social-démocrate (SPD) obtient 8,5 millions de suffrages, soit une perte de 500 000 voix. Les thèses de la « troisième période » se vérifient aux yeux des dirigeants du parti stalinien : à la tribune du congrès, Ernst

---

63. *Deutsche Zentrumspartei* : Parti catholique fondé en 1870 dans un pays majoritairement protestant, c'est – avec la social-démocratie – un parti de masse, contrairement aux autres partis qui demeurent des partis de notables jusqu'à la chute de l'empereur. Allié électoral des catholiques bavarois, le *Zentrum* fait partie de quasiment toutes les coalitions gouvernementales de Weimar (cinq de ses dirigeants seront chanceliers de 1920 à 1932). En 1920, le départ du SPD marque la fin de la « coalition de Weimar » et le *Zentrum* dirige la « coalition bourgeoise ». À partir de ce moment, l'influence des éléments nationalistes de droite est nette parmi les dirigeants. Aux élections présidentielles de 1925, le candidat du *Zentrum*, qui a obtenu 14 % au premier tour, est soutenu au deuxième tour par le SPD qui a pourtant recueilli 29 % des voix. C'est Hindenburg qui l'emporte avec 48,5 % des voix contre 45,2 % ; Thälmann (DKP), s'étant maintenu, obtient 6,3 %. En mars 1930, en rupture avec la tradition parlementaire, Brüning, le chef de la fraction parlementaire du *Zentrum*, est nommé chancelier par le Président et non par le Reichstag.

64. Brüning, Heinrich (1885-1970) : Ancien agent d'affaires de la Confédération syndicale chrétienne allemande (1921-1930), il devient député (1924-1933) et président du groupe parlementaire du *Zentrum* jusqu'à la dissolution du Reichstag par Hitler. Chancelier de 1930 à 1932, il tente d'interdire les SA et les SS, chose inacceptable pour Hindenburg qui le démet. Il fuit l'Allemagne en 1934 et s'installe aux États-Unis.

Thälmann, le président du parti, avait insisté sur la « révolutionnarisation des masses » et sur le « processus accéléré [de leur] éloignement de la social-démocratie traîtresse ». Pourtant, l'essentiel est ailleurs : les nazis passent de 800 000 à... 6,5 millions de voix. Commentant le résultat, le 15 septembre, l'organe du KPD, *Rote Fahne*, annonce « le commencement de la fin pour les nazis ».

Trois ans plus tard, au lendemain de la défaite sans combat du prolétariat allemand, l'exécutif du Komintern écrira encore que « l'établissement d'une *dictature fasciste ouverte*, accélère le rythme du développement d'une révolution prolétarienne en Allemagne en détruisant toutes les illusions démocratiques des masses et en les libérant de l'influence de la social-démocratie »<sup>65</sup>.

Sous l'influence de son aile gauchiste et des directives de Moscou, le KPD persiste à considérer le mouvement hitlérien comme une « simple » forme de réaction capitaliste et estime que les différentes formes prises par celle-ci ne prêtent pas à conséquences<sup>66</sup>. Au contraire, Trotsky s'attache à observer avec acuité les caractéristiques du fascisme et réfute l'idée que le fascisme soit le pur produit de la volonté et des subventions du capitalisme financier. Le mouvement fasciste en Italie, écrit-il, est un « *mouvement spontané* »<sup>67</sup> de larges masses, avec de nouveaux leaders issus du rang. C'est un mouvement plébéen par son origine, dirigé et financé par de grosses puissances capitalistes. Il est issu de la petite bourgeoisie, du lumpenprolétariat et même, dans une large mesure, des masses prolétariennes. »<sup>68</sup>

## **Fascisme, grande bourgeoisie, prolétariat et classes moyennes**

---

Trotsky entend souligner que si le fascisme est un des instruments de la volonté de la haute bourgeoisie, il n'en est pas pour autant sa « marionnette ». De plus, par son existence même, il transforme l'État en crise, conteste le leadership politique aux partis conservateurs traditionnels,

---

65. [Fascisme et mots d'ordre démocratiques]

66. Avant d'être exclu du KPD, Wilhelm Reich, l'auteur de *La psychologie de masse du fascisme*, qui paraît en 1933-1934, se voit asséner la sentence suivante : « On peut espérer que Monsieur Reich se débarrassera de cette idée que le fascisme peut être défini en Allemagne comme un mouvement de masse alors qu'il n'est que la garde prétorienne du capital financier » (cité par Macciocchi, 1976, 2 : 379).

67. Souligné par nous.

68. [Lettre à Max Shachtman]

absorbe les élites traditionnelles et les remplace en partie par une « élite de hors-la-loi » (Laski cité par Borón, 2000). Pour Trotsky, le fascisme donne à la petite bourgeoisie l'illusion d'être une force indépendante : « Elle commence à s'imaginer qu'elle commandera réellement à l'État. »<sup>69</sup> Voilà pourquoi, selon lui, contrairement à la petite bourgeoisie, le capital financier ne peut s'identifier totalement avec le national-socialisme. Même ceux qui soutiennent financièrement Hitler ne considèrent pas le Parti nazi comme *leur* parti<sup>70</sup>. Ainsi, en 1931, les financiers d'Hitler seront-ils très effrayés de voir les nazis prendre la tête de la grève des traminois berlinois.

En 1929, Gustav Stresemann<sup>71</sup>, ministre du Reich, fait l'observation suivante à propos de la formation sociale allemande : « Si l'évolution qui nous entraîne se poursuit [...] nous n'aurons plus d'un côté que les trusts, de l'autre les millions d'employés et d'ouvriers [...]. Elle [la classe moyenne] est aujourd'hui à peu près complètement prolétarisée » (cité par Guérin, 1999 : 49). En polémiquant contre la formule réductrice « classe contre classe » de l'IC, Trotsky évoque succinctement la stratification sociale de la société capitaliste. Sa réflexion sur le fascisme le conduit à considérer les classes moyennes avec attention, puisque, au-delà de la petite bourgeoisie traditionnelle, il voit poindre les personnels techniques et les fonctionnaires qui constituent une partie de la base de la social-démocratie.

Le front unique contre le fascisme prend ainsi ici un aspect plus fondamental : il tend en effet à exprimer la nécessité d'une alliance entre couches sociales s'exprimant sur le plan politique par des vecteurs différents.

La petite bourgeoisie – qui, dans les périodes de stabilité, permet à la grande bourgeoisie d'asseoir sa domination – n'est donc plus seulement un acteur marginal, incapable de toute « indépendance politique », mais un élément décisif qui, dans la crise allemande, peut faire pencher la balance, soit vers la réaction soit vers une transformation progressiste. En 1932, il note l'importance « décisive [que] revêt l'autodétermination

---

69. [Où va la France ?]

70. [Qu'est-ce que le national-socialisme ?]

71. Stresemann, Gustav (1878-1929) : Fondateur et dirigeant du *Deutsche Volkspartei* (Parti populaire allemand) représentant les intérêts des grands industriels allemands, chancelier en 1923 et ministre des affaires étrangères de 1923 à sa mort.

politique des couches petites-bourgeoises pour le destin de la société bourgeoise dans son ensemble »<sup>72</sup>.

Trotsky affine sa conception des classes – et plus particulièrement des classes intermédiaires qui peuvent se doter d'un projet –, même si la polarisation des classes fondamentales brise celui-ci et les pousse dans un sens ou dans un autre. La petite bourgeoisie « exploitée et humiliée », écrit-il, tente, de « s'arracher à la tutelle » de ses anciens maîtres.

La petite bourgeoisie, écrit Trotsky, est disposée à lier son sort à celui du prolétariat, à condition qu'elle soit persuadée de la capacité de celui-ci « à engager la société sur une voie nouvelle »<sup>73</sup>. Mais, tout en traitant de cette question à propos de l'Allemagne, puis des événements de février 1934 en France, il reste dans le domaine des généralités. Il n'indique en effet que très succinctement les éléments programmatiques et les conditions concrètes qui permettraient l'agrégation de la petite bourgeoisie – terme qui reste très générique – autour du prolétariat. La seule indication qu'il fournit est que le prolétariat doit administrer la preuve de sa détermination révolutionnaire... Ainsi, à propos de la crise allemande, il critique avec virulence la tentative de concurrence du KPD sur certains thèmes d'agitation des nazis (l'appel à la lutte commune contre le traité de Versailles et l'occupation de la Ruhr, le mot d'ordre de révolution populaire...), mais il n'indique pas comment un parti communiste (de plus en plus influent mais néanmoins minoritaire) peut prendre en compte les insatisfactions des classes moyennes et les problèmes nationaux.

En 1938, dans le texte connu sous le nom de « Programme de transition »<sup>74</sup> – qui au demeurant s'apparente plus à une méthode qu'à un programme *stricto sensu* –, il recommande de donner « sous la forme la plus concrète possible » des réponses pour les « fermiers et la petite bourgeoisie citadine correspondant aux conditions de chaque pays ». On y aperçoit l'ébauche d'une démarche où l'alliance du prolétariat et des artisans se ferait sur la base d'un pacte, d'un accord volontaire entre les

---

72. [La seule voie]

73. Ruinés, les petits-bourgeois, écrit Isaac Deutscher, « avaient des raisons de blâmer la République de Weimar, à la tête de laquelle ils avaient vu, pendant des années, les sociaux-démocrates ». Ils étaient en outre, ajoute-t-il, « effrayés par la menace du communisme qui, même si elle ne se concrétisait pas, ou précisément *parce qu'elle ne se concrétisait pas*, maintenait la société dans un état permanent d'agitation et de fermentation » (Deutscher, 1980, 5 : 189 ; souligné par nous).

74. [La seule voie]

75. [L'agonie du capitalisme...]



deux parties. Ainsi, la nationalisation des banques et des trusts créerait « des conditions de crédit, d'achat et de vente incomparablement plus favorables que sous la domination illimitée des monopoles ». Mais, contrairement aux développements sur l'Allemagne, ici, la petite bourgeoisie citadine, ne renvoie qu'aux commerçants et aux artisans, c'est-à-dire à des « survivances des formes précapitalistes<sup>76</sup> » (Trotsky, 1983 : 33-35).

### **L'idéologie comme force matérielle**

Le 7 avril 1935, observant l'agitation des groupements d'extrême droite en France, il commente dans son *Journal d'exil* le programme du Front paysan d'Henri Dorgères : « Les programmes fascistes et pré-fascistes provinciaux seront divers et contradictoires comme sont contradictoires les intérêts des différentes catégories [...] et des différentes couches sociales de la paysannerie. Mais ce que tous ces programmes auront de commun, ce sera leur haine de la banque, du fisc, du trust et des législateurs » (Trotsky, 1977 : 106-107).

Nous sommes là au cœur d'un des « mystères » des fascismes, ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui : le programme. Nombre de nos contemporains s'ingénient à décortiquer les programmes des extrêmes droites fascistes de notre temps pour en démontrer les contradictions, ce qui a certes un intérêt, mais à condition de comprendre que loin d'être une faiblesse, ces contradictions sont une force.

Dans *La Lutte des classes* de février 1935, Pierre Naville rappelle que contrairement aux partis ouvriers pour lesquels « la question du programme a toujours un rôle prédominant », les différentes fractions de la bourgeoisie « ne combattent ouvertement qu'au nom d'objectifs supposés, et non de leurs buts réels » : « Le fascisme et ses stades et idéologies préparatoires », écrit-il, n'ont qu'un objectif : le « pouvoir d'État. » C'est pourquoi il « joue sur une large échelle, devant la masse, [la] comédie. » Naville ajoute que dans les documents fascistes, le programme est « tout à fait secondaire » et que les propositions sociales sont « volontairement traitées en grisaille et surtout en termes flous, littéraires, laissant place aux interprétations changeantes ». Il conclut son article en écrivant : « Il

---

76. En France, s'adressant à la paysannerie, la Ligue communiste mettra en avant des revendications comme l'abolition des hypothèques et des redevances de fermage et de métayage, ainsi que la mise à disposition d'engrais, de semences et de matériel mécanique (*La Vérité*, n° 166, 4 août 1933).

ne sert à rien de “démontrer” tout le temps que le programme de La Rocque est inexistant, etc. Actuellement, sa force réside justement dans l’absence de programme défini, l’exaltation d’une mystique vague qui en tient lieu » (Naville, 1976 : 462)<sup>77</sup>.

Angelo Tasca, qui publie en 1938 *Naissance du fascisme*, dont Trotsky recommande la lecture<sup>78</sup>, note que pour définir le fascisme, il faut le « surprendre » dans son évolution et « saisir sa différence spécifique » d’un pays à l’autre et à une époque donnée : « Le fascisme n’est pas un sujet dont il suffit de rechercher les attributs, mais la résultante de toute une situation dont il ne peut être coupé » (Tasca, 2000). Les fascistes, écrit-il, en 1938 « ne sont ni républicains ni monarchistes, ni socialistes ni antisocialistes », ils pratiquent, « tour à tour, suivant le cas », la collaboration de classes et la lutte des classes, ils sont l’« anti-parti » afin de disqualifier les partis du système. Il ajoute que ce qui fait la force du fascisme, ce n’est pas sa cohérence, « piège mortel », mais l’« action » (Tasca, 1967 : 63). Mussolini lui-même déclare n’avoir pas de « doctrine préétablie ». Notre doctrine, dit-il, « c’est le fait », affirmant que le fascisme est « subversif et conservateur », « monarchiste et républicain », « clérical et anticlérical »<sup>79</sup>. Robert Paxton systématise cette approche.

À un moment donné, j’étais même tenté de réduire le rôle des idées dans le fascisme à un simple fonctionnalisme : les fascistes disent tout ce qui attire la foule et qui rassure l’élite. Ce serait une erreur. Les idées comptent dans le fascisme, mais il faut expliciter exactement quand et comment elles comptent. Au début, l’idéologie aide dans le recrutement d’un large public, et elle ouvre une brèche dans les valeurs libérales auxquelles les classes moyennes avaient jusqu’alors largement adhéré. Et à la fin, sous l’influence de la guerre, certaines idées obsessionnelles reprennent leur pouvoir. [...] Les contradictions qui embrouillent toute lecture de textes fascistes ne peuvent être résolues, donc, que par l’étude des choix faits par les fascistes dans leur vie quotidienne (Paxton, 1994).

---

77. Dans son *Journal d’exil*, à la date du 20 juin 1935, Trotsky note avec ironie que lorsque « les gauches disent aux fascistes » qu’ils n’ont pas de programme, ceux-ci répondent : « N’importe [...], il faut d’abord tout flanquer par terre, et après on verra... Magnifique formule pour des défenseurs de l’ordre » (Trotsky, 1977 : 174).

78. [Un livre sur le fascisme]

79. [La tragédie du prolétariat allemand]

Wilhelm Reich note que quand il faisait remarquer à des partisans du national-socialisme que le programme de leur parti était « intenable à force d'être contradictoire », il obtenait souvent la réponse suivante : « Hitler trouvera la solution » (Reich, 1974 : 75). Toutes les contradictions sont ainsi résolues *ipso facto* par la magie de la parole du Chef qui parle en même temps à tous et à chacun et dans lequel chacun se reconnaît. « Pourquoi les masses [...] n'ont-elles pas remarqué qu'Hitler promettait aux travailleurs l'expropriation des moyens de production et aux capitalistes des garanties contre l'expropriation ? », interroge Wilhelm Reich (1974 : 53-55). La lecture de *Mein Kampf*, nous indique-t-il, donne une clé de la compréhension de la réception du discours hitlérien par les foules partisans : peu importe l'argumentation, peu importent les contradictions, ce qui importe, c'est le « grand but final » :

Ce n'est pas l'intelligence coupant les cheveux en quatre qui a tiré l'Allemagne de sa détresse, mais votre foi. [...] Pourquoi sommes-nous ici ? Par ordre ? Non [...], parce qu'une voix intérieure vous l'a dicté, parce que vous croyez en notre mouvement et en sa direction. Seul la force de l'idéalisme a pu accomplir cela [...]. La raison vous eût déconseillé de venir à moi et seule la foi vous l'a commandé (Adolf Hitler, 13 septembre 1935).

## **Bonapartisme et fascisme**

Pour Trotsky, l'Allemagne est dans une situation où s'« approche » une crise révolutionnaire. Il dégage quatre éléments pour étayer cette analyse : une crise majeure de la domination bourgeoise sur la société à laquelle le régime parlementaire n'offre aucune issue<sup>80</sup> ; un renforcement du Parti communiste au détriment de la social-démocratie, renforcement qui connaît toutefois un « retard » ; l'émergence de la petite bourgeoisie qui tout en étant hostile au socialisme, « menace le système actuel<sup>81</sup> » de domination. Il en conclut que les conditions de la révolution sont réunies puisque la question du basculement de la petite bourgeoisie est entre les mains du KPD : « La situation [...] doit devenir révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. [...] Le fascisme volerait effectivement en éclats, si le

---

80. [Le tournant de l'Internationale communiste et la situation en Allemagne]

81. Souligné par Trotsky.

Parti communiste était capable d'unir la classe ouvrière, la transformant ainsi en un puissant aimant révolutionnaire pour l'ensemble des masses opprimées du peuple. »<sup>82</sup>

Trotsky centre sa critique sur le KPD qu'il considère à la fois comme la clé de la situation et comme incapable de renverser le régime<sup>83</sup>. Il s'attarde moins sur la social-démocratie. Elle n'est pour lui qu'une force conservatrice qui se contente de défendre un régime parlementaire à l'agonie. Le SPD fait une confiance aveugle à la Constitution de Weimar et compte sur la *Reichswehr*<sup>84</sup> pour contrer les sections d'assaut hitlériennes. Ce qui fait dire à Ernest Mandel, que quand les « fascistes quittent la sphère de la légalité », le mouvement social ne doit pas se « contenter strictement d'agir dans cette sphère<sup>85</sup> ».

Trotsky affine son analyse du nazisme (« expression de l'impasse aiguë du régime bourgeois ») et pose des questions : « Quelle est sa force offensive ? Quelle est sa stabilité ? A-t-il atteint son point culminant ? [...] ou en est-il seulement à ses premiers pas ? »<sup>86</sup>. Il est impossible de répondre mécaniquement, dit-il, car l'ensemble est un tout instable qui peut pencher d'un côté ou d'un autre. Hitler s'emploie ainsi à forcer la main des fractions de la bourgeoisie qui hésitent encore à le soutenir dans son « œuvre de destruction sanglante du prolétariat »<sup>87</sup>.

Il s'attache aussi à démontrer qu'il existe durant une période déterminée, entre la démocratie parlementaire et le fascisme, « toute une série de formes de transition, dont l'une remplace l'autre, tantôt de façon pacifique et tantôt par la guerre civile »<sup>88</sup>. Qualifiés de « dictatures bonapartistes »<sup>89</sup>, ces gouvernements sont l'expression de l'instabilité et sont eux-mêmes instables. Il s'appuie sur le précédent autrichien – Dollfuss ayant vidé le régime parlementaire de tout contenu démocratique à l'aide d'une succession de décrets – pour illustrer ce qu'il appelle « une période de “transition bonapartiste” ».

---

82. [La clé de la situation internationale est en Allemagne]

83. [Le tournant de l'Internationale communiste et la situation en Allemagne]

84. La *Reichswehr* est l'armée de la République de Weimar. Le traité de Versailles, qui décide de son organisation, plafonne ses effectifs à 100 000 hommes et lui interdit toute modernisation de son armement. Elle disparaît avec la création par Hitler de la *Wermacht* en mars 1935.

85. Voir dans le présent ouvrage, Ernest Mandel [La théorie du fascisme chez Léon Trotsky].

86. [Le tournant de l'Internationale communiste et la situation en Allemagne]

87. [Contre le national-communisme (les leçons du plébiscite « rouge »)]

88. [Bonapartisme et fascisme. Caractérisation de la situation actuelle en Europe]

89. [Le bonapartisme allemand]

Tout en rappelant que démocratie parlementaire, bonapartisme et fascisme sont des formes de gouvernement au service du capital, il faut, dit-il, discerner avec précision les caractéristiques politiques du moment politique dans lequel on se trouve afin de déterminer les objectifs différenciés que ces situations réclament (Trotsky, 1978 : 198-199)<sup>90</sup>. Il évoque également une « loi générale du remplacement d'un système par un autre » et souligne que dans certaines circonstances historiques la bourgeoisie peut employer simultanément « ses agents conciliateurs et ses agents terroristes »<sup>91</sup>.

Le bonapartisme est donc un phénomène politique combiné ; c'est la situation qui le met à l'ordre du jour, à côté et en liaison avec le fascisme<sup>92</sup>, mais il ne faut pas le confondre, écrit-il, avec celui-ci ; impossible sans le fascisme, le gouvernement von Papen n'est pas pour autant le fascisme. À cette étape, la grande bourgeoisie mise toujours sur le gouvernement von Papen pour stabiliser la situation par les moyens traditionnels fournis par la police et l'armée<sup>93</sup> ; elle n'a pas encore fait le choix du nazisme et hésite à « transmettre tout le pouvoir à Hitler ». Une telle éventualité, même si la grande bourgeoisie ne doute pas qu'Hitler sera « finalement l'instrument docile de leur domination » n'est pas exempte du « risque d'une longue guerre civile et d'importants frais généraux »<sup>94</sup>.

Caractérisant l'arrivée au pouvoir de von Papen, le 20 juillet, de « coup d'État bonapartiste »<sup>95</sup>, il critique implacablement la direction stalinienne qui qualifie l'événement de « coup d'État fasciste », tout en mettant, sous prétexte de l'identité du « contenu de classe », Severing<sup>96</sup>, Brüning et Hitler, dans le même sac<sup>97</sup>. Il établit ainsi une distinction stricte entre le

---

90. [La situation en Europe : nos tâches d'aujourd'hui]

91. [Démocratie et fascisme]

92. À propos de la situation en France après les émeutes du 6 février 1934, Pierre Naville écrit dans *La Vérité* du 16 février 1934 que la bourgeoisie « tente d'imposer un gouvernement bonapartiste [...] qui s'appuie avant tout sur l'appareil répressif d'État [...] et qui tente de neutraliser les camps antagonistes. Il essaie de *tenir en main* le courant fasciste, *tout en le protégeant* » (Naville, 1976 : 409 ; souligné par nous).

93. [La seule voie]

94. [La seule voie]

95. [La seule voie]

96. Severing, Carl (1875-1952) : Rédacteur au journal social-démocrate *Volkswacht*, il défend au cours du premier conflit mondial la politique de l'« Union sacrée ». Il demande l'intervention de la police lors de la grève générale des ouvriers de la Ruhr en avril 1919. Ministre de l'intérieur en 1928, il se retire de la vie politique en 1932. Il est interné par les nazis en 1933, puis libéré.

97. En 1930, en France, alors que le PC considérait l'offensive anti-ouvrière du gouvernement

fascisme et les décrets pris par le chancelier Brüning<sup>98</sup>. Le KPD ne voyant pas de différence entre von Papen, von Schleicher<sup>99</sup> et Hitler, ne peut donc comprendre le véritable danger du national-socialisme, le rôle de Papen-Schleicher étant d'éviter la guerre civile en disciplinant les nazis tout en enchaînant le prolétariat. La bourgeoisie cherche d'abord des solutions à moindres coûts, des solutions qu'elle puisse politiquement maîtriser : le gouvernement Giolitti en Italie ou la succession des cabinets Brüning, von Papen et Schleicher en Allemagne.

Mais devant les contradictions à surmonter, ces régimes sont instables car ils n'ont pas d'assise de masse. Or, c'est le caractère de masse des organisations fascistes qui en fait le maillon indispensable du cycle politique en poussant tout l'édifice à basculer en faveur de la solution fasciste. C'est également ce caractère de masse qui permettra de briser les organisations du mouvement ouvrier, assurant ainsi une bien plus grande stabilité des régimes fascistes par rapport aux solutions bonapartistes. Mais ce cycle n'est pas sans danger pour la bourgeoisie qui ne peut à tout moment établir à son gré n'importe quel gouvernement, même si elle a dans une certaine mesure la possibilité de « remplacer un système de domination en déclin par un autre qui corresponde mieux aux nouvelles conditions »<sup>100</sup>. Cependant, écrit Trotsky, le passage d'un système à un autre ne peut se faire qu'à la faveur d'une crise politique au cours de laquelle « l'activité du prolétariat révolutionnaire, peut se transformer en un danger social pour la bourgeoisie »<sup>101</sup>. Celle-ci hésite donc. En effet, note-t-il en 1929, si « le fascisme est le fondé de pouvoir de la bourgeoisie », il a sa « propre armée, ses propres intérêts et sa propre logique » (Trotsky, 1955).

---

Tardieu comme étant d'« inspiration fasciste », dans *La Vérité* (6 juin 1930), Pierre Naville explique que « Tardieu n'est aujourd'hui que le représentant d'une lutte acharnée contre la classe ouvrière dans le cadre de l'État démocratique capitaliste » et qu'il n'utilise pas d'autres moyens que ceux de l'« État de classe ».

98. Diminution des assurances sociales, licenciements de fonctionnaires, réduction des salaires, augmentation des impôts touchant particulièrement la petite bourgeoisie.

99. Schleicher, Kurt von (1882-1934) : Membre du Grand état-major au cours de la guerre, il supervise la répression de la révolte spartakiste en 1919. Ministre de l'armée dans le cabinet von Papen, il est nommé chancelier le 1<sup>er</sup> décembre 1932. Après avoir tenté de se concilier l'aile plébéienne du NSDAP pour diviser les nazis, il est contraint à la démission en janvier 1933. Il est assassiné pendant la Nuit des longs couteaux, le 30 juin 1934.

100. [Bonapartisme et fascisme. Caractérisation de la situation actuelle en Europe]

101. [Bonapartisme et fascisme. Caractérisation de la situation actuelle en Europe]

Craignant une guerre civile qui pourrait ouvrir la possibilité d'une révolution prolétarienne, le capital financier n'a donc fait le choix du fascisme qu'en dernière instance. Trotsky écrira que le recours au fascisme ne représentait, en 1923, guère plus qu'un « épouvantail dans le potager de la bourgeoisie »<sup>102</sup>, quand les demi-mesures se sont révélées insuffisantes et qu'est apparue l'impuissance du mouvement ouvrier à contre-attaquer.

Le mouvement ouvrier brisé, certains pensaient que la mécanique infernale ne s'emballerait pas. Ainsi, en février 1933, Hitler semblait n'être encore qu'un des instruments parmi d'autres dont la grande bourgeoisie disposait. Il était chancelier, mais ni la *Reichswehr*, ni les Casques d'acier<sup>103</sup>, ni la police ne lui étaient encore acquis<sup>104</sup>. Pour Leonardo Rapone, la prise du pouvoir total par les nazis est une issue à la crise sociale qui va « au-delà des intentions originelles de la grande bourgeoisie quand elle a eu recours au fascisme » (Rapone, 1976), mais il s'agit néanmoins d'une issue obligée à partir du moment où elle a renoncé ou s'avère impuissante à trouver un « équilibre ». Le fascisme, rappelle Ernest Mandel, permet ainsi à la grande bourgeoisie de « transformer radicalement les conditions de la production et de l'extraction de la plus-value<sup>105</sup> ».

## **Fascisme et démocratie**

Après avoir proclamé en 1930 que le fascisme était déjà au pouvoir, le comité central du KPD déclare, en février 1932, que la démocratie et le fascisme sont « deux formes qui dissimulent le même contenu » (Flechtheim, 1972). *Rote Fahne* met régulièrement en avant une citation de Staline où le dictateur affirme que « la social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme ». Soulignant avec force la contradiction entre fascisme et démocratie, Trotsky rappelle à ceux qu'il désigne sous le terme péjoratif de « philistins », que celle-ci « n'exprime pas la domination de deux classes irréductibles » mais qu'elle « désigne

---

102. [Bonapartisme, fascisme et guerre]

103. Fondés en novembre 1918, regroupant sur une base nationaliste les anciens combattants, les Casques d'acier comptent 500 000 adhérents en 1930 et soutiennent l'arrivée au pouvoir d'Hitler, qui les intègre pour partie dans les SA. Hindenburg en était président d'honneur. Dans les années 1950, une organisation d'extrême droite antisémite en reprendra le nom.

104. [Devant la décision]

105. Voir dans le présent ouvrage, Ernest Mandel, « La théorie du fascisme chez Léon Trotsky », p. 829.

deux systèmes différents de domination d'une seule et même classe». Le parlementarisme et le fascisme s'appuient, écrit-il, « sur différentes combinaisons des classes opprimées et exploitées et entrent inmanquablement en conflit aigu l'un avec l'autre »<sup>106</sup>.

Les conséquences politiques ne sont évidemment pas les mêmes puisque, dans l'hypothèse d'une victoire du fascisme, toutes les institutions sont directement aux mains du grand capital. La « fascisation de l'État » ne peut s'accomplir qu'à la condition que les organisations ouvrières et démocratiques soient détruites et le prolétariat réduit à un « état d'apathie complète ». Les organisations de la classe ouvrière sont alors remplacées par un « réseau d'institutions pénétrant profondément dans les masses, pour faire obstacle à toute cristallisation indépendante du prolétariat » (Trotsky, 1993).

S'attaquant à ce qu'il appelle le « radicalisme vulgaire » du KPD, Trotsky explique que, si théoriquement la victoire du fascisme est le témoignage incontestable de l'épuisement de la démocratie, il en est politiquement tout autrement, puisque l'offensive du fascisme contre les positions ouvrières acquises dans la société bourgeoise ne peut que donner une vigueur nouvelle à la confiance dans la démocratie parlementaire : « La victoire du national-socialisme en Allemagne a provoqué dans les autres pays européens le renforcement [...] non des tendances communistes, mais des tendances démocratiques. [...] Grâce à dix années de politique criminelle de l'Internationale communiste stalinisée, le problème se pose devant la conscience de millions de travailleurs, non sous la forme de l'antithèse décisive "dictature du fascisme ou dictature du prolétariat", mais sous la forme de l'alternative beaucoup plus primitive et beaucoup moins nette : fascisme ou démocratie »<sup>107</sup>.

Une autre idée-force apparaît alors : « Les ouvriers ont construit à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, en l'utilisant tout en luttant contre elle, leurs bastions, leurs bases, leurs foyers de *démocratie prolétarienne* »<sup>108</sup> (souligné par Trotsky)<sup>109</sup>. Et si, selon lui, le prolétariat ne

---

106. [Démocratie et fascisme]

107. [La situation en Europe : nos tâches d'aujourd'hui]

108. En critiquant les impasses de la social-démocratie autrichienne, il relève en novembre 1929 qu'en Autriche, où « la Constitution a été faite » par la social-démocratie, celle-ci « détient des positions d'une exceptionnelle importance » et qu'on devrait découvrir, dans la capitale notamment puisque celle-ci est sous son contrôle, des « formes de transition du capitalisme au socialisme dans leur expression la plus achevée » (Trotsky, 1955).

109. [Démocratie et fascisme]



peut arriver au pouvoir que par la voie révolutionnaire, « c'est précisément pour cette voie révolutionnaire [qu'il] a besoin de bases d'appui de démocratie prolétarienne à l'intérieur de l'État bourgeois »<sup>110</sup>. Les communistes doivent défendre les « positions matérielles et intellectuelles que la classe ouvrière a déjà conquises » et que le fascisme a vocation à démanteler. Le fascisme n'est donc pas seulement un système de répression, de violence et de terreur, c'est un système particulier qui suppose la destruction de tous les éléments d'auto-organisation que le mouvement social a construits au sein de la société bourgeoise<sup>111</sup>. La tâche du fascisme, écrit Trotsky, est de « maintenir toute la classe dans une situation d'atomisation forcée » (Trotsky, 1955). Pour cela, il lui faut détruire l'ensemble du système de contre-pouvoirs (« les organisations libres et indépendantes », les « bases d'appui ») acquis et construits par le mouvement ouvrier aussi bien réformiste que révolutionnaire.

Trotsky utilise tour à tour les termes de « démocratie » et de « démocratie prolétarienne ». Si, au départ, il voit simplement dans la première un mode de domination politique de la bourgeoisie, et considère la seconde comme l'expression formelle des conquêtes du prolétariat (« positions matérielles et intellectuelles du prolétariat »), il est certain que sa pensée a connu une évolution qui l'a conduit à récuser la distinction schématique (propre à une certaine vulgate gauchiste) entre démocratie formelle et démocratie réelle au profit d'une approche où la démocratie est le produit, dans un système de domination donné, d'un rapport de forces entre les classes.

Si, selon Trotsky, le front unique et la lutte contre le fascisme doivent se déployer dans une totale indépendance de classe, celle-ci ne signifie cependant pas dans son esprit un repli sur une conception étroitement « sociale », voire ouvriériste pourrait-on dire aujourd'hui, indifférente à tous les autres mouvements ou contradictions de la société qui participent à son libre développement<sup>112</sup>.

Face au fascisme, la question démocratique devient alors essentielle et doit être défendue de façon inconditionnelle par le mouvement ouvrier. La défense des droits démocratiques élémentaires n'est pas sélective

---

110. [Démocratie et fascisme]

111. « À l'époque de la croissance ferme et organique du capitalisme [...], la démocratie jouait un rôle historique majeur, y compris celui de l'éducation du prolétariat » (Trotsky, 1955).

112. On le verra quelques années plus tard dans la manière dont il abordera la question noire aux États-Unis (Trotsky, 2011).

en fonction de la nature sociale ou politique des victimes ou de leurs organisations, il faut, écrit-il, à ses amis plongés dans la clandestinité en Allemagne, « apparaître comme les pionniers de la libération »<sup>113</sup>. C'est la portée universelle du combat de classe que Trotsky remet ainsi au premier plan. Il prend ainsi le parti de défendre les Églises allemandes face au nazisme<sup>114</sup> et le droit des croyants à « consommer leur opium » et à « former des organisations<sup>115</sup> ». Il propose ainsi la protection ouvrière de la franc-maçonnerie, contre laquelle il a eu tant de mots si durs, l'assimilant à une agence de la bourgeoisie. « Supposons, écrit-il, que, demain, les fascistes commencent à détruire les temples de la franc-maçonnerie ou écraser les journaux radicaux [...]. Il va sans dire que les ouvriers iront dans la rue pour défendre [leurs] temples »<sup>116</sup>.

On voit par ailleurs ici que la question de l'« autodéfense ouvrière »<sup>117</sup> et de l'« armement des travailleurs<sup>118</sup> », que Trotsky développe à plusieurs reprises entre 1934 et 1940, doit être comprise dans une acception plus large que la défense *stricto sensu* des organisations ouvrières. Le mouvement ouvrier se voit assigner comme tâche la défense des libertés démocratiques et des institutions dans lesquelles elles s'incarnent. Cette position, qui pourrait de nos jours en surprendre plus d'un, s'appuie sur une conception de la démocratie et des droits humains qu'il argumente ainsi : « Ce dont il s'agit avant tout, c'est d'une question de liberté de conscience, donc d'*égalité des droits* » (souligné par nous)<sup>119</sup>.

---

113. [Sur l'action clandestine en Allemagne nazie]

114. [La lutte de l'Église sous le fascisme]

115. En citant ces lignes, nous ne pouvons pas résister à faire un certain rapprochement avec la situation française actuelle qui nous semble devoir requérir une certaine transposition de cette orientation.

116. [Sur l'action clandestine en Allemagne nazie]

117. [L'autodéfense ouvrière]

118. Plus tard, une fois la guerre éclatée, Trotsky esquissera une stratégie quelque peu différente du défaitisme révolutionnaire prôné en 1914 (Lévy, 1990). Tout en conservant ce mot d'ordre général, il préconisera une tactique adaptée aux nouvelles conditions sociales et politiques de 1939-1940. Il voit ainsi dans la conscription et dans son auto-organisation une occasion sans précédent de faire vivre une « politique militaire prolétarienne » [L'autodéfense ouvrière].

119. [La lutte de l'Église sous le fascisme]

## La catastrophe annoncée

Selon Isaac Deutscher, Trotsky ne voulut pas « croire que le mouvement ouvrier allemand laisserait Hitler s'installer en maître sans coup tirer un coup de fusil » (Deutscher, 1980, 5 : 220). Toujours selon Deutscher, Trotsky semble avoir estimé jusqu'au bout de la crise allemande que la prise du pouvoir total par les nazis ne pourrait s'effectuer sans avoir ensuite à affronter une contre-attaque révolutionnaire du prolétariat, laquelle relancerait un nouveau cycle de combats. Mais, comme on sait, cette contre-offensive ne vint pas...

Une fois la défaite consommée, Trotsky reviendra peu sur le régime nazi lui-même. Il se tourne vers l'Espagne et la France où s'esquissent des processus révolutionnaires propres à permettre un retournement de conjoncture : seule la révolution socialiste sera à même d'empêcher la progression du fascisme et la guerre. Il s'engouffre dans la brèche qui s'est ouverte en Espagne où la révolution qui débute peut inverser la marche à l'abîme. C'est en Espagne que commence le second conflit mondial<sup>120</sup>. Dès novembre 1933, il avait évoqué la logique de guerre qui s'était emparée de l'Allemagne nazie : « Le temps nécessaire à l'armement de l'Allemagne détermine le délai qui sépare d'une nouvelle catastrophe européenne. »<sup>121</sup>

En 1938, il réaffirme que les antagonismes de classe « rongent » le fascisme de l'intérieur. Analysant le fascisme italien en 1933, il avait déjà envisagé que son institutionnalisation pouvait le rapprocher des formes plus classiques de dictature. Une fois au pouvoir, le nazisme s'est ainsi débarrassé, comme son aîné italien l'avait fait en son temps, des slogans « socialistes ». Pour montrer sa fidélité à l'ordre capitaliste, il s'est également empressé de liquider ses courants plébéiens (les SA) qui avaient cru à sa démagogie sociale.

---

120. Interrogé par le *New Chronicle* (27 août 1936) sur la non-intervention en Espagne décidée par la France et l'Angleterre, il répond : « C'est l'une des plus grosses taches au palmarès des prétendus gouvernements démocratiques, et principalement du gouvernement français [du Front populaire] qu'Hitler et Mussolini aient eu la possibilité de déclencher une contre-révolution fasciste et de la soutenir militairement, puis de s'en laver les mains dans l'innocence de la "neutralité". [Ils] laissent [ainsi] l'Europe devenir fasciste, puis se retirent. Au bout du compte, ils auront quand même la guerre, mais devront l'affronter dans des conditions infiniment plus défavorables. »

121. [Qu'est-ce que le national-socialisme ?]

Trotsky a pensé que l'exercice du pouvoir provoquerait inévitablement une érosion de la base sociale du régime de Mussolini et que seule l'« inertie » de l'histoire, écrit-il, lui permettrait de se maintenir<sup>122</sup>. Il surestime ainsi le fait que cette issue puisse être un des facteurs qui modifierait le rapport de forces et conduirait à la révolution. Il révisé ce jugement en 1938 et envisage un double scénario : « Il est fort possible qu'il faille un grand succès du prolétariat dans un des pays "démocratiques" pour donner une impulsion au mouvement révolutionnaire sur le territoire du fascisme. Une catastrophe financière ou militaire peut avoir le même effet. »<sup>123</sup>

Alors qu'il ne semble guère distinguer les différences de dynamique entre le fascisme et le nazisme, Trotsky met en évidence dans divers articles, certes de manière dispersée, la spécificité du phénomène nazi. Non seulement il en annonce l'exceptionnelle monstruosité – « Le fascisme allemand fera apparaître son aîné italien comme quasiment humain » (Trotsky, 1933) –, mais il perçoit ce qui, au-delà de la destruction du mouvement ouvrier, en constitue le cœur : le racisme biologique et l'antisémitisme. « La petite bourgeoisie paupérisée, écrit-il, s'enivre de contes sur les mérites particuliers de sa race. [...] Le pogrom devient la preuve supérieure de la supériorité raciale. »<sup>124</sup>

Dès 1933, il affirme que « le national-socialisme est indissolublement lié à l'antisémitisme et à ses pogroms »<sup>125</sup>. En 1938, alors que les persécutions ont commencé en Allemagne, que les démocraties ferment leurs portes aux Juifs et que monte l'antisémitisme en Europe et aux États-Unis, il appelle les masses populaires juives à un combat sans merci contre le fascisme et pour la révolution. Il est alors l'un des rares à déjà formuler une terrible prédiction : « Étouffant sous ses propres contradictions, le capitalisme dirige des coups redoublés contre les Juifs ; bien plus, une partie de ces coups retombe sur la bourgeoisie juive [...]. On peut sans peine imaginer ce qui attend les Juifs dès le déclenchement de la guerre mondiale à venir. Mais, même si la guerre est écartée, le

---

122. [Les leçons de l'expérience italienne]

123. [L'agonie du capitalisme...]

124. [Qu'est-ce que le national-socialisme ?]

125. [Que peut-on faire contre le fascisme ?]

prochain développement de la réaction mondiale implique avec certitude l'extermination physique des Juifs<sup>126</sup>. »<sup>127</sup>

Assassiné le 20 août 1940 dans son exil mexicain de Coyoacán par un agent stalinien, Léon Davidovitch Trotsky assistera à l'embrasement du monde, mais il ne verra pas le déchaînement de la barbarie qu'il avait pressenti et tenté de toutes ses forces d'empêcher.

## **Le mythe français**

Nous n'en avons pas fini avec la question du fascisme, cette « névrose du sens commun » qui, déjà en 1940, selon Trotsky, lançait un « défi aux historiens »<sup>128</sup>. Près d'un demi-siècle plus tard, dans son introduction à *Ni droite ni gauche : L'idéologie fasciste en France*, Zeev Sternhell note que malgré les avancées de l'historiographie qui « permettent de cerner le fait fasciste [...], il n'existe toujours pas de définition acceptable pour tous ou reconnue comme universellement valable » (Sternhell, 1987 : 31). Face à cette difficulté, nombreux sont ceux qui s'accordent pour affirmer que le fascisme serait un fait historique soigneusement circonscrit dans le temps, de 1922 à 1945, et dans l'espace, l'Allemagne et l'Italie. Le fascisme serait donc à la fois *absolument* étranger à l'espace français et impossible aujourd'hui, toujours dans l'espace français.

Gare à ceux qui ont transgressé ces frontières académiques en explorant les racines et les avatars du fascisme à la française. On connaît ainsi les violentes attaques subies par Zeev Sternhell pour avoir dévoilé le berceau français du fascisme. On connaît également celles qui ont frappé Robert Paxton pour avoir mis à nu l'entreprise « révolutionnaire » de

---

126. Souligné par Trotsky. Au contraire de Trotsky, la gauche allemande ne prend pas vraiment la mesure de ce qui va se déclencher. Alors qu'il constitue l'élément central de la doctrine nazie, l'antisémitisme nazi n'est considéré par la gauche que comme un héritage du passé. Pour les nazis, écriront plus tard, Theodor Adorno et Max Horkheimer (1976 : 177), le « bonheur du monde » dépendait de l'extermination des races inférieures et des Juifs en premier lieu. Pour Enzo Traverso (2000 : 108), « le bagage culturel, théorique et pratique de la gauche allemande la rendait incapable de comprendre à la fois la nature et la dynamique de l'antisémitisme nazi ». Après la victoire d'Hitler, écrit Jean-Marie Vincent, l'antifascisme « met l'accent sur les brutalités des SA, sur l'ampleur des arrestations, sur la destruction des libertés, etc. [mais elle] laisse largement dans l'ombre la signification des premières mesures antisémites qui s'inscrivent dans la logique d'une Allemagne *judenrein*, c'est-à-dire sans Juifs, et dans une logique de colonisation à l'échelle européenne » (Vincent, 2002).

127. [Appel aux Juifs américains menacés par le fascisme et l'antisémitisme]

128. [Hitler et Mussolini]

transformation sociale et politique menée par Vichy. Il n'est pas inutile de revenir sur ces polémiques, car l'historiographie française dominante, avec ses aveuglements, ses amnésies et ses occultations, a fait plus qu'obscurcir la recherche historique : elle a contribué à désarmer l'opinion face à l'émergence et à l'installation du Front national dans le paysage politique français. Pour nous, très modestement, dans le cadre limité de cette introduction, ce retour polémique sur les canons de l'historiographie française n'a d'autre objet que de tenter de dissiper les brumes qui brouillent la perception des fascismes modernes qui se déploient sous nos fenêtres et à nos portes.

René Rémond, le pape des historiens des droites françaises, a ainsi émis des bulles qu'il ne faut pas tenter de crever sous peine d'excommunication. Évoquant les ligues « de droite », il affirme ainsi qu'y voir un « fascisme français », c'est « prendre l'apparence pour la réalité » : « Les ligues n'ont emprunté – et encore – au fascisme que le décor et la mise en scène, elles lui ont peut-être dérobé ses oripeaux, mais pas son esprit » (Rémond, 1982). Pour lui, les Croix de Feu du colonel de La Rocque n'étaient rien de plus qu'une forme de « scoutisme politique pour grandes personnes ». Et tout en admettant que le Parti populaire français (PPF) de Doriot était « la forme la plus approchée d'un parti de type fasciste », il émet un « doute tenace sur la nature profonde du mouvement et sur les motivations de ceux qui y adhèrent » (Rémond, 1982).

Des historiens, tels Pierre Milza et Serge Berstein, continuent de penser le fascisme au travers du paradigme de l'« état pur »<sup>129</sup> (qui n'aurait vu le jour qu'en Allemagne), comme s'il agissait d'une formule chimique, ou encore à l'aune d'une condition *sine qua non* en déterminant la nature, à savoir l'existence d'un « véritable parti fasciste<sup>130</sup> ». De cela, nous pouvons évidemment discuter, mais ce n'est pas là l'essentiel pour ces auteurs<sup>131</sup>. Une seule chose compte : décréter *urbi et orbi* que « la culture

---

129. [Bonapartisme et fascisme. Caractérisation de la situation actuelle en Europe]

130. Décrivant les émeutes du 6 février 1934, Maurice Agulhon signale que le caractère « tendanciel et polymorphe » est « l'une des dissemblances majeures entre ce "fascisme" à la française » et ses homologues italien et allemand (Agulhon, 2005 : 12).

131. Sans aucun doute sensible à la réalité des choses, Pierre Milza, tout en se refusant à caractériser le Front national comme un parti « fasciste », reconnaît pourtant y retrouver certains des ingrédients entrant dans la composition de l'alliage fasciste. Il est vrai qu'une des dissemblances entre les fascismes des années 1930 et le lepénisme s'observe dans la faiblesse numérique de ce dernier. En 1934, La Rocque revendique 140 000 adhérents (50 000 Croix de Feu, 50 000 Volontaires nationaux, 40 000 Regroupement national), effectifs qui augmentent constamment jusqu'à la dissolution de juin 1936. En 1937, le Parti social français (PSF)

politique française, marquée par une longue tradition démocratique » a épargné à la France la tentation fasciste.

Pour les partisans de ce que Michel Dobry appelle la « thèse immunitaire » (Dobry, 2003 : 8), il faudra attendre 1943-1944 pour que le « groupe le plus radical et le plus extrémiste de la nébuleuse vichyste » – le régime de Vichy étant « un pouvoir personnel d’inspiration nationaliste et traditionaliste » – s’engage dans la voie fasciste. Et encore, ajoutent-ils, cette tentative « apparaît davantage comme l’auxiliaire de l’occupant que comme l’émanation d’un courant politique national » (Berstein et Milza, 2014 : 29-33). Il ne s’agirait donc que d’un « nazisme d’importation », ironise Robert Paxton (1974 : 140).

C’est un peu comme s’il n’y avait pas, comme l’écrit Robert Paxton (1996 : 256-257) un « continuum de formules d’extrême droite allant de l’autoritarisme clérical de Salazar, Dollfuss et Franco<sup>132</sup>, tous trois teintés d’emprunts au fascisme [...], jusqu’au fascisme incomplet de Mussolini, qui partageait le pouvoir avec la droite classique, et au régime le plus proche du fascisme intégral, celui de l’Allemagne nazie ». C’est un peu comme si de février 1934 à août 1944, il n’y avait pas eu à l’échelle mondiale – de Madrid à Munich et... Moscou – des événements dont l’enchaînement a créé les conditions économiques, sociales, politiques, idéologiques et militaires du développement de régimes de type fasciste – plus ou moins « aboutis » suivant les configurations nationales. Robert Paxton (1974 : 224) ajoute que « par rapport à l’ère libérale et

---

annonce 2,5 millions de membres, dont les trois quarts n’appartenaient pas aux Croix de feu et 40 % provenaient des partis du Front populaire. Le PSF organise ainsi 1 300 réunions entre décembre 1938 et janvier 1939 et réunit 100 000 personnes le 1<sup>er</sup> mai 1938 pour la fête Jeanne d’Arc (Leschi, 2003 : 181-184). Quant au PPF de Doriot, il compte plusieurs dizaines de milliers d’adhérents et d’abonnés à sa presse. Le Front national est évidemment loin du compte, même s’il revendique être passé de quelque 8 000 adhérents en 2007 à 83 000 en 2014. Quelle que soit la véracité de ces chiffres, ceux-ci s’inscrivent dans le déclin général à notre époque des « partis de masse », ce qui nuance quelque peu l’importance de cette dissemblance.

132. Pas plus en Espagne qu’au Portugal, les organisations fascistes n’ont été les instruments de la conquête du pouvoir. En Espagne, on peut penser que c’est la combinaison de révolution, du *pronunciamento*, de la guerre civile et de la contre-révolution stalinienne qui, ayant abouti à l’instauration du *caudillisme*, a coupé l’herbe sous le pied aux formations fascistes. Le processus d’installation de la dictature salazariste a eu au Portugal le même effet. Une fois installées, les dictatures ont emprunté au fascisme certaines de ses caractéristiques (*Movimiento nacional* et *Falange Española Tradicionalista y de las Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista* en Espagne, *Estado Novo* au Portugal). Les organisations fascistes « classiques » ont été à la fois instrumentalisées, marginalisées, voire réprimées.

industrielle », Vichy « se situe plus près, somme toute, de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste que de l'Espagne et du Portugal »<sup>133</sup>.

« Le fascisme, ironise Étienne Balibar (1996 : 201), est donc quelque chose qu'on voit plutôt chez les autres »... En octobre 1934, comme s'il avait anticipé la discussion, Trotsky écrit qu'en France, « on s'est longtemps bercé de l'idée que le fascisme n'avait rien à voir avec ce pays [...] où toutes les questions sont tranchées par le peuple souverain au moyen du suffrage universel ». Pourtant, le 6 février, écrit-il, « quelques milliers de fascistes et de royalistes, armés de revolvers, de matraques et de rasoirs, ont imposé au pays le réactionnaire gouvernement Doumergue, sous la protection duquel les bandes fascistes continuent à grandir et à s'armer. »<sup>134</sup> Bandes armées qui ont, écrit-il en 1936, « jeté la perturbation dans les rapports intérieurs de la France » en contraignant le gouvernement à démissionner le 7 février 1934<sup>135</sup>.

En tout cas, en ce qui concerne la seule France, les espoirs déçus du Front populaire<sup>136</sup>, la Drôle de guerre et la débâcle de 1940, sans oublier les conséquences politiques désastreuses du pacte germano-soviétique, jettent les bases d'un régime qui ira, nous semble-t-il, au-delà de l'« inspiration nationaliste et traditionaliste ». À lire certains, on peut donc se rassurer sur la santé du corps français, Vichy n'aura été rien d'autre qu'un furoncle développé sur le corps sain de la démocratie française et de l'universalisme républicain.

Si le 20 août 1940, le jour même de son assassinat, Trotsky qualifie encore dans un texte non achevé, le régime de Vichy comme un « bonapartisme sénile » et non comme un fascisme « au sens propre du terme »<sup>137</sup>, l'entrée de la Wehrmacht à Paris, le 14 juin, a néanmoins ouvert une nouvelle époque au cours de laquelle les fascistes authentiques, les conservateurs, les monarchistes et les réactionnaires de tout poil vont tenter de communier, chacun avec sa partition, dans la révolution nationale au nom de la défense de la France éternelle et de son empire colonial<sup>138</sup>, de l'aversion pour les Juifs apatrides, les métèques et les rouges.

---

133. [Bonapartisme, fascisme et guerre]

134. [Où va la France ?]

135. [La France à un tournant]

136. [Bonapartisme, fascisme et guerre]

137. [Bonapartisme, fascisme et guerre]

138. [Manifeste d'alarme]



Le 8 juillet 1940, Pierre Laval déclare ainsi que la « démocratie parlementaire » ayant été battue par le nazisme et le fascisme, « elle doit disparaître » au profit d'« un régime nouveau, audacieux, autoritaire, social, national ». Il n'y a pas d'autre voie, continue-t-il, que la « collaboration loyale avec l'Allemagne et l'Italie » (Bourderon et Willard, 1982 : 91). Le 8 octobre, le maréchal Pétain emploie pour la première fois le terme de « révolution nationale », tandis que Thierry Maulnier, futur membre de l'Académie française<sup>139</sup> et auteur parisien à succès de l'après-guerre, assure que le régime de Vichy est authentiquement français et qu'il n'a rien à emprunter au vainqueur. En effet !

Instauré le 10 juillet 1940, le régime « authentiquement français » ne perd pas de temps et n'attend pas les ordres de Berlin – aucun document allemand donnant de telles directives n'a été retrouvé dans les archives, signale Robert Paxton (1974 : 144) – pour décider : la fondation de l'« État français » (11 juillet) ; la révision des naturalisations octroyées depuis 1927 (22 juillet) ; l'exclusion des Juifs des postes électifs, des directions de la fonction publique, de la magistrature, de l'armée, de l'enseignement, de la presse, du cinéma (3 octobre) ; l'assignation à résidence des Juifs étrangers sur ordre préfectoral (4 octobre) ; l'abrogation du décret Crémieux<sup>140</sup> (1870) qui avait accordé la nationalité française aux Juifs d'Algérie (7 octobre). La loi *raciale* du 3 octobre portant sur le « statut des Juifs » considère que toute personne issue de trois grands-parents « de race juive » – il est bien écrit *de race* juive et non de confession – doit être considérée comme juive<sup>141</sup>.

Quant au ministre des finances, loin de toute idéologie, il suggère, le 30 septembre, que l'Allemagne s'engage vers la signature de contrats avec les industriels français plutôt que de choisir la voie du pillage (Paxton,

---

139. L'entrée de Thierry Maulnier à l'Académie française n'est pas un cas isolé, celle-ci s'étant empressée dès l'après-guerre d'admettre dans ses rangs plusieurs écrivains compromis dans la collaboration, tout en se gardant d'expulser Charles Maurras, élu en 1938, pourtant condamné pour intelligence avec l'ennemi.

140. Mesure démocratique qui avait d'ailleurs comme fonction d'asseoir l'ordre colonial en divisant les populations d'Algérie.

141. Zeev Sternhell note que s'il « a fallu quinze ans aux fascistes italiens pour promulguer des lois raciales, il n'a fallu que quelques semaines aux révolutionnaires nationaux pour faire de même et les appliquer avec infiniment plus de rigueur » (Sternhell, 2014 : 287). Rédigé par le Garde des Sceaux, un des projets d'article de la future Constitution vichyste stipulait que « la communauté française exige de ses membres une allégeance absolue. Elle n'admet pas dans son sein et comme élément constitutif, une race qui se comporterait en communauté distincte ou résisterait à l'assimilation ».

1974 : 73). Heureusement pour la France authentiquement française, l'Allemagne nazie n'a manifesté que peu d'intérêt pour ces propositions, alors que ses industriels et ses financiers « s'enthousiasmèrent pour le corporatisme [qui] permettait de faire d'une pierre deux coups [...] : échapper à la fois à la lutte des classes et à la concurrence impitoyable » (Paxton, 1974 : 205).

### **La blanchisseuse et les chemises noires**

Évoque-t-on le fascisme français que les mandarins élèvent des barrières en forme de typologies rigides et dogmatiques<sup>142</sup>. Cependant, au-delà de la querelle universitaire, intéressante au demeurant, la réfutation d'un fascisme « réellement existant » à la française a eu – et a encore – des conséquences dans la manière dont est abordée l'installation du Front national dans la vie politique française. Nombre de commentateurs, nourris aux thèses dominantes de l'immunisation française contre le fascisme, furent quelque peu désarmés devant l'émergence du phénomène. La confusion s'accrut au fur et à mesure que celui-ci acquit une large surface électorale lui permettant de troubler le jeu politique institutionnel et de miner la droite classique en la poussant toujours plus à droite. Les adeptes de l'« impossible ici » – pour paraphraser le titre éponyme du roman de Sinclair Lewis qui imaginait l'élection d'un fasciste aux États-Unis à la place de Roosevelt –, ne pouvaient pas envisager l'hypothèse du développement d'un parti fasciste tricolore candidat au pouvoir.

Il est légitime que la controverse sur le fascisme, nous y reviendrons, rebondisse à chaque fois que des « mesures draconiennes [sont] prises par une bourgeoisie effrayée » (Paxton, 1974 : 224). Ainsi, Atilio Borón rappelle que les défaites subies par le mouvement populaire en Amérique latine dans les années 1970 ont entraîné la réintroduction « vertigineuse » du terme « fascisme » dans le langage politique et dans les débats universitaires. Atilio Borón, qui critique l'usage du terme, explique que dans le cadre de « l'indissociable unité du travail théorique et de la praxis politique », il faut penser les dictatures latino-américaines comme un moment « exceptionnel » de la domination bourgeoise dans un capitalisme dépendant et dans les formations sociales latino-américaines. Il

---

142. Une série d'historiens, comme Michel Dobry (2003), ont néanmoins travaillé à contre-courant de cette tendance dominante.

rappelle la difficulté du débat qui est illustrée par la prolifération des adaptations lexicales : « néofascisme », « fascisme dépendant », « fascisme du sous-développement », « fascisme primaire » (Borón, 2000 : 55-70).

En France, devant les difficultés à saisir la particularité et la fonctionnalité de mouvements qui n'arborent pas la croix gammée, voire la rejette, les commentateurs ont eu recours à divers subterfuges lexicaux pour camoufler l'embarras à qualifier ces formations dès lors qu'elles ont une assise de masse. La logique « classificatoire » (Dobry, 2003 : 18) étant prise en défaut, il devenait difficile de ranger les fascismes – nous utilisons à dessein le pluriel – renaissants au tournant des 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> siècles dans ce que Paxton appelle un « catalogue de portraits » où figure « une bête après l'autre, chacune représentée sur un vague fond de paysage et identifiée par ses signes extérieurs » (Paxton, 2003 : 336).

Le Front national aime à se présenter tantôt comme « droite nationale », tantôt comme parti des « patriotes », récusant évidemment toute appellation qui le renverrait à son histoire. Pour les commentateurs, l'épithète de « néonazi » étant réservée aux groupuscules violents, celle de « fasciste » ayant été disqualifiée par avance par les penseurs de l'Université et celle de « national-socialiste » étant impraticable, la désignation s'avère un exercice délicat. Le qualificatif de « national-populisme », un temps utilisé, ayant été lui aussi plus ou moins abandonné, « extrême droite » est finalement assez pratique – et permet à l'occasion de renvoyer les extrêmes dos-à-dos. Enfin, « dédiablement » aidant, on parle maintenant du « parti de Marine Le Pen »...

Nous ne sommes plus dans les années 1930, nous dit-on souvent en affichant des airs professoraux – la belle évidence –, et pourtant ! Il suffit de regarder le monde et l'Europe pour voir germer les nouvelles pousses qui occupent la niche politique du fascisme d'antan. Ernest Mandel considère que le fascisme est « un phénomène universel, qui ne connaît aucune frontière géographique<sup>143</sup> ». Depuis qu'il a rédigé ces lignes, dans le contexte de la montée révolutionnaire des années 68, l'épuisement de cette situation et la déstabilisation planétaire produite par la mondialisation capitaliste ont permis que les racines des fascismes,

---

143. Voir dans le présent ouvrage, Ernest Mandel, « La théorie du fascisme chez Léon Trotsky », p. 812.

« enfouies dans *tous* les pays impérialistes » se développent sur *toute* la planète ravagée par le capital.

Les facteurs de leur développement sont nombreux et divers : chômage de masse et de longue durée, exclusion et paupérisation, racialisation et racisme, conflits entre puissances locales, concurrences sur le marché mondial, accès aux ressources, partage de la manne pétrolière, hostilité aux puissances occidentales ici et à Bruxelles ailleurs, décomposition des sociétés... (Rousset, 2014). Le « grand but final », dont parlait Wilhelm Reich, devient force matérielle et marche au son des tambours de la guerre de tous contre tous.

L'ordre économique et social étant profondément instable, pas plus aujourd'hui qu'hier, les bourgeoisies, financières et industrielles, nationales et supranationales, ne sont pas homogènes. Les solutions politiques recherchées par leurs différentes fractions pour le maintien de leur domination ne sont donc pas les mêmes. Déjà en 1936, dans *Fascisme et grand capital*, Daniel Guérin signalait les stratégies divergentes entre les groupes capitalistes liés à l'industrie lourde et ceux liés aux industries de transformation (Guérin, 1999 : 25-30). Pour autant, les classes dominantes doivent réduire les résistances d'un prolétariat élargi qui, s'il est affaibli et émiétté, persiste néanmoins à s'arc-bouter sur ses acquis sociaux et démocratiques<sup>144</sup>. De ce fait, à nouveau comme hier, l'hydre-caméléon, de l'intérieur et de l'extérieur, favorise le consentement aux solutions politiques autoritaires, assurant équilibre et protection, contre ces extrémismes menaçants.

L'enchanteur historique sorti de l'Université française étant un brin trop savant, il a fallu s'adjoindre les services d'un exorciste. Le diable vieillissant allait pouvoir renaître en un phénix relooké... Jean-Marie cède enfin la place à Marine après une longue procession semée d'embûches et de relapses. L'apothéose n'est pas loin d'être atteinte quand un Nicolas Sarkozy déclare que « Marine Le Pen est compatible avec la République » et qu'on a discuté de lever l'excommunication du bleu marine pour le réintégrer dans le bleu horizon de l'Union sacrée à l'occasion des attentats de janvier 2015. De nos jours, la rédemption est assez aisée : il suffit, grâce aux « ruses de langage » décryptées par Jean-Pierre Faye (1998), de berner des interlocuteurs sans repères. « Grand théoricien du pouvoir médiatique, écrit Jean-Marie Vincent (2001), Hitler avait saisi

---

144. [« L'ère démocratico-pacifique » et le fascisme]

que l'efficacité des médias tient moins dans leur capacité à inculquer et à manipuler que dans leur capacité à occuper le terrain, à rendre impossibles des rapprochements ou des liaisons entre certains phénomènes pour empêcher qu'on puisse se les représenter ».

L'abandon des oripeaux fascistes les plus visibles, la disparition biologique des collabos et des SS français – tout à la fois si utiles et désormais si compromettants –, un soupçon de philo-sémitisme d'opportunité<sup>145</sup> – toujours contré par la « vieille garde », la « mise à l'écart » des nationalistes radicaux les plus extrêmes et divers ingrédients de circonstances suffisent aux faiseurs d'opinion pour imaginer que l'on puisse couper l'arbre bleu marine de ses racines brunes tout en se berçant de l'illusion de la longue tradition démocratique française.

Si le bleu marine intrigue et inquiète par sa progression, il rassure également. Après tout, si les hommes de La Rocque n'étaient que des scouts, les lepénistes habillés en bleu marine ne peuvent qu'être solubles dans la démocratie française. En tout cas, l'épouvantail est bien utile pour une République lorgnant du côté de Bonaparte.

Umberto Eco décrit le fascisme comme un mouvement « fuzzy », c'est-à-dire un ensemble flou, aux contours imprécis dont beaucoup de caractéristiques se contredisent réciproquement ou sont typiques d'autres formes de despotisme. Il faut, écrit à juste titre Michel Dobry (2003 : 63), « prendre son parti du flou » qui caractérise la catégorie de « fascisme ». La matrice commune, c'est le rejet profond de la démocratie et des Lumières, synonymes de décadence, la mise en avant des inégalités organiques et la défense de la « terre », du « sang » et de la « souche » contre les « Français de papier », les Français « de confession juive », les « musulmans », les « sans-papiers » ou les « gens du voyage ». Bien entendu, si de nos jours, la langue s'est le plus souvent policée, le Juif prédateur rôde toujours dans les esprits, alors même que le Musulman hante nos cités et qu'il faut, d'une manière ou d'une autre, exclure l'un et l'autre de la Cité. Si possible en les montant les uns contre les autres.

Le fascisme cherche à construire sa base sociale en combattant tout à la fois, l'« égoïsme de la bourgeoisie et celui du prolétariat » (Vajda,

---

145. « Avec les lois raciales de Vichy, le virus qui était censé attaquer le corps social était le Juif. Aujourd'hui [...] c'est plutôt l'Arabe, ou le musulman [...]. Cependant, dès que l'on a dit cela, le vieil antisémitisme réapparaît [...]. Les Juifs feraient bien de le comprendre, surtout ceux qui jouent avec l'illusion que la droite dure s'attaque seulement à l'Arabe et qu'elle ferait volontiers du Juif un allié » (Sternhell, 2014 : 348).

1979) les intérêts particuliers qui nuisent à la nation, le capitalisme, le libéralisme et le socialisme. C'est ainsi qu'il peut influencer différents secteurs de la population qui sentent leur mode de vie menacé, qui sont refoulés aux marges de la société et n'ont plus ni perspectives ni moyens d'existence à l'intérieur de la société telle qu'elle est (Vajda, 1979). Le fascisme est à la fois le parti des petits-bourgeois mécontents et le parti des déclassés et des exclus de toutes sortes, parti d'ordre et parti de combat contre le système.

Pour construire des majorités idéologico-sociales<sup>146</sup> qui se coalisent sur des axes de régression de civilisation – dont la préférence nationale (synonyme euphémisé de « La France aux Français »), qu'elle soit formulée ou simplement implicite, est un élément clé – et accéder au pouvoir, ils empruntent le plus souvent la voie électorale et organisent leurs discours selon la configuration sociale, économique et culturelle de leur pays d'origine. La scène européenne actuelle en est le kaléidoscope. Qu'y a-t-il de commun entre les nazis grecs d'Aube dorée et les partisans du Front national ? Pas grand-chose, si ce n'est leurs devenirs qui peuvent se croiser, portés par leur propre dynamique autoritaire et antidémocratique et par l'évolution de leur situation nationale respective<sup>147</sup>.

Au cours de la longue crise sans issue dans laquelle nous sommes plongés depuis plusieurs décennies, on a vu apparaître, disparaître et réapparaître, selon les moments et les lieux, des formations de type fasciste, plus moins puissantes, plus ou moins « modernisées », adaptées à notre temps. Certaines se sont même hissées, provisoirement, en Autriche et en Italie par exemple, au gouvernement. Si elles ont pu être digérées et finalement expulsées, pour la première fois depuis 1945, des formations issues du fascisme sont entrées dans un gouvernement et ont pu utilement favoriser la naissance de formes gouvernementales plus autoritaires.

### **« Demande à la poussière »**

Dans un article daté du 26 novembre 1931, Trotsky écrit : « Pour l'instant, la force principale des fascistes tient à leur nombre », c'est-à-dire

---

146. Dans des pages saisissantes, Wilhelm Reich évoque les conditions qui font de l'idéologie une « puissance matérielle » (Reich, 1974 : chap. 2)

147. Le piège, note Michel Dobry, serait de « ne comparer que ce qui est à première vue comparable » (Dobry, 2003 : 63).

à leurs scores électoraux<sup>148</sup>. Il ajoute que l'« armée principale du fascisme » est formée de « la petite bourgeoisie et d'une nouvelle couche moyenne ». Le NSDAP recrute essentiellement parmi les artisans, les petits patrons, les employés de bureau, « sans oublier les aventuriers militaires et la jeunesse romantique et activiste » (Bracher, 1986 : 216)<sup>149</sup>. Selon le recensement de 1925, l'Allemagne comptait environ 65 % de salariés dont 45 % d'ouvriers et 20 % d'employés et de fonctionnaires. Les agriculteurs représentaient 6,7 % de la population et les artisans et commerçants 11 %. Dans le même article, Trotsky qualifie la base sociale du fascisme de « poussière humaine », c'est-à-dire d'individus aux abois, mais dispersés et ne s'agrégeant qu'à l'occasion des élections. Mais également, pourrions-nous ajouter, à l'occasion des coups de main contre ceux qu'ils considéraient comme les responsables de leur « déchéance ».

Quant à la France, elle comptait en 1936 un peu plus de 50 % de salariés (6 millions d'ouvriers, 1,5 million de salariés agricoles, 3 millions d'employés) au sein d'une population active comptant 19,5 millions d'individus (dont 6 millions de femmes). Les exploitants agricoles sont alors 4,5 millions et les commerçants et artisans 2,65 millions<sup>150</sup> (Insee, 1996). C'est la « petite bourgeoisie » des villes et des campagnes qui fit la base de masse militante des ligues. À la veille de l'épreuve de force du 6 février, les effectifs des ligues sont évalués à 300 000 membres et ceux des Chemises vertes de Dorgère à 420 000 (Paxton, 1996).

---

148. Ayant obtenu 18,3 % des voix aux élections législatives de 1930, le NSDAP en recueillera 37,3 % en 1932. Le politologue Jürgen Falter, cité par Christian Baechler, estime que les classes moyennes constituent près de 60 % de l'électorat nazi. Sous-représentés dans l'électorat nazi, les ouvriers et les employés y représentent néanmoins près de 40 %. La statistique officielle ne distingue cependant pas les différentes catégories ouvrières (grande industrie, petite industrie, ouvriers agricoles, ouvriers de l'artisanat, etc.). Les fonctionnaires sont en revanche nettement surreprésentés dans l'électorat nazi (Baechler, 2007). Cet auteur relève également que les protestants votent plus largement pour les nazis que les catholiques, ainsi qu'une légère « surreprésentation des femmes » dans cet électorat.

149. De 108 000 membres en 1928, le NSDAP en compte environ 300 000 en 1930 dont : 28 % d'ouvriers, 25,6 % d'employés, 20 % de commerçants et d'artisans, 8,3 % de fonctionnaires et d'enseignants et 14 % de paysans. En revanche, les femmes ne comptent que pour 5 % de l'effectif. Le NSDAP comptera près d'un million et demi de membres en 1932. Les Jeunesses hitlériennes comptent 3,6 millions de membres en 1934. Les effectifs des SA doublent au cours de 1931 et sont estimés à 200 000 hommes à la fin de l'année (Bracher, 1986 : 317).

150. Les ingénieurs et cadres, catégorie en constitution, étaient comptés parmi les employés. Se considérant « ni ouvriers ni capitalistes », la thématique « ni droite ni gauche » était particulièrement populaire parmi eux (Boltanski, 1982).

Depuis cette époque déjà lointaine, les formations sociales ont profondément changé. Ainsi, sur les 29 millions d'actifs que compte la France de 2013, il n'y a plus que 2,6 millions de patrons, de commerçants, d'artisans et d'exploitants agricoles, alors que l'effectif salarié s'élève à 23,8 millions, auquel il faut ajouter les quelque 2,6 millions de chômeurs officiellement comptabilisés<sup>151</sup>.

Est-ce à dire que la « poussière humaine » dont parlait Trotsky s'est volatilisée ? Non, car en regardant le paysage politique, on voit que la poussière a changé de composition et de mode de sédimentation. Est-ce à dire que les « mentalités » des couches petites-bourgeoises d'autrefois ont disparu ? Non, car si le statut juridique change, le poids des traditions, la culture, les perceptions de la place qu'on occupe dans la société, les valeurs n'ont pas les mêmes temporalités. La prolétarianisation sans sentiment d'appartenance à une classe porteuse de projet commun – une classe « pour soi » – est vécue comme un insupportable déclasserment. S'ajoutent à ce vécu douloureux la précarité, l'exclusion et le chômage qui rôdent et qui frappent tout un chacun. Ce sentiment de frustration est renforcé par les promesses de changement non tenues et par la perception d'une impasse personnelle et collective.

C'est dans de telles situations que s'exprime et se cristallise ce que certains désignent comme la « fausse conscience », c'est-à-dire une perception et un vécu social qui « distord ou interprète de manière erronée » les causes d'une situation que l'on subit et des conséquences de ce qu'on met en mouvement (Mandel, 1986). Il faut évidemment des situations et des combinaisons d'événements exceptionnelles pour que cela se produise. Quand « les partis de l'ordre [...] périssent de l'état légal créé par eux-mêmes » et qu'ils crient « la légalité nous tue » (Engels, 1994 : 1136), alors la tempête de la « fausse conscience » de la « poussière humaine » peut se lever. Nous n'en sommes pas là, mais déjà le vent s'est levé et il est utile d'examiner la poussière d'aujourd'hui.

---

151. Dès 1928, le NSDAP déploie une activité devant les bureaux de chômage et commence à recruter parmi les chômeurs (Bracher, 1986 : 217). En janvier 1932, Trotsky fait l'observation suivante : « Sa pénétration éventuelle [parmi les ouvriers] par en bas, c'est-à-dire par les chômeurs, est beaucoup plus dangereuse. Aucune classe ne peut vivre longtemps sans perspective et sans espérance. Les chômeurs ne sont pas une classe mais ils constituent déjà une couche sociale très compacte et très stable, qui cherche en vain à s'arracher à des conditions de vie insupportables » (Trotsky, 1993 : 130).



Si on ne retient comme observatoire que les élections européennes de 2014<sup>152</sup>, compte tenu du taux d'abstention (56 %), l'enquête Louis Harris nous livre d'emblée quelques éléments qui devraient attirer notre attention. 1) La jeunesse de ses élus et de son électorat : 30 % des électeurs de 18 à 24 ans et 28 % des 25-34 ans ont voté pour le Front national<sup>153</sup> – on peut estimer que parmi ces électeurs jeunes, la présence des chômeurs, des précaires et des déclassés est très forte. 2) Malgré l'imprécision des catégories socioprofessionnelles utilisées, on observe que le lepénisme recueille 33 % des suffrages chez les « inactifs » (retraités, étudiants et femmes au foyer), 12 % chez les professions intermédiaires (techniciens, enseignants, etc.), 24 % chez les ouvriers, 17 % chez les employés et 7 % chez les indépendants, les cadres et professions libérales.

D'autres observations empiriques révèlent que le Front national obtient ses meilleurs scores dans les agglomérations où s'est installée une partie notable des salariés qui pensaient avoir échappé au sort collectif de la classe prolétaire (Terrail, 2002 ; Schwartz, 2002) : les zones périurbaines et pavillonnaires, plus ou moins éloignées des quartiers populaires des grandes villes et des cités ghettoïsés de banlieue où a été « parquée » la main-d'œuvre « ethnique ». On note également une différence nette de comportement électoral entre les salariés travaillant dans des grandes entreprises et les autres (enquête Louis Harris)<sup>154</sup>, alors qu'aujourd'hui plus de la moitié d'entre eux travaillent dans des entreprises de moins de 50 salariés où les syndicats et les traditions solidaires et collectives n'existent que très peu, voire pas du tout<sup>155</sup>.

---

152. Le Front national y a recueilli 24,86 % des suffrages exprimés soit 10,12 % des inscrits.

153. Bien que comparaison ne soit pas raison, il faut rappeler que 30 % de ceux qui adhéraient au NSDAP avaient moins de 30 ans. Le tiers de ceux qui ont adhéré avant la fin 1930 avait moins de 30 ans. En 1932, l'âge moyen des adhérents est de 31 ans. À noter également que 60 % des élus nazis au Reichstag aux élections de 1930 avaient moins de 40 ans, contre 10 % pour le SPD (Baechler, 2007). Voir dans le présent ouvrage ce que dit Ernest Mandel à propos de la jeunesse en 1971 (p. 843).

154. Une observation similaire pouvait être faite dans l'Allemagne pré-hitlérienne où la pénétration du NSDAP dans les grandes concentrations industrielles était beaucoup moins forte que dans les régions aux petites industries dispersées et aux traditions syndicales moins fortes. Aux élections de 1932, les nazis recueillaient 34 % des voix dans les communes de moins de 5 000 habitants contre seulement 28 % dans les communes de plus de 100 000 habitants (Baechler, 2007).

155. Toujours confiant dans la structuration du mouvement ouvrier allemand – en 1930-1931, les effectifs ouvriers du mouvement syndical majoritaire (*Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund*, ADGB) s'élevaient à environ 4,5 millions de membres –, Trotsky oppose la force électorale du NSDAP à sa relative faiblesse dans les entreprises : « Mille ouvriers

Enfin, l'effacement de la sociabilité que structurait le mouvement ouvrier avec son système d'organisations et la dissolution de l'« appartenance de classe » contribue à transformer les groupes sociaux en poussière d'individus. Et l'on voit, ici et là, en France comme ailleurs, les fascismes mettre en place les structures d'une nouvelle sociabilité raciale et ségrégative.

C'est donc dans ce « grand désert » que l'on peut apercevoir la « poussière humaine » que le fascisme d'aujourd'hui se prépare à aspirer. Si le fascisme ne prendra pas, comme dans les années 1930, la forme d'une alliance terroriste entre le grand capital et la petite bourgeoisie, les tendances au repli national dans un monde mondialisé, l'absence vertigineuse d'alternative permettant de percevoir à une échelle de masse la possibilité d'une transformation de la société, l'enchevêtrement de longue durée des crises économiques, sociales, politiques ou nationales, laisse ouverte l'hypothèse que des secteurs des classes dominantes – on l'a vu il n'y a pas si longtemps en Italie avec l'Alliance nationale<sup>156</sup> et la Ligue du Nord – peuvent se tourner vers un fascisme moderne – c'est-à-dire adapté aux crises engendrées par la mondialisation, pour trouver et construire des solutions autoritaires maniant la xénophobie et la racialisation pour ressouder la communauté « nationale » autour d'un dirigeant, même s'il ne s'agit que d'un « aigle apprivoisé »<sup>157</sup>.

## **Les cavaliers de l'apocalypse roulent en 4x4**

Si nous devons évidemment être attentifs aux travaux historiques sur le fascisme, il est également utile de revisiter les réflexions, les hésitations, les indécisions, les résolutions, les combats, les erreurs et les abandons du mouvement ouvrier et démocratique. C'est là pour nous un des enjeux de ce livre. Il ne s'agit ni de dévotion ni de la recherche dogmatique d'un modèle ; il s'agit avant tout de nous saisir des instruments, du moins de certains d'entre eux, que Trotsky a laissés pour tenter de disséquer l'hydre-caméléon qui se déploie à nouveau.

---

d'une grande entreprise représentent une force cent fois plus grande » que celle de « mille » petits-bourgeois « avec leurs femmes et leurs belles-mères » [La clé de la situation internationale est en Allemagne].

156. Issue de la mutation du Mouvement social italien, ce parti participe à plusieurs reprises au gouvernement de Silvio Berlusconi.

157. [Hitler et Mussolini]

S'appuyant sur une base sociale particulière, se renouvelant et se métamorphosant sans cesse, les fascismes contemporains sont à la fois les héritiers des fascismes historiques et leur négation. Pour les comprendre et les repérer, il ne faut donc pas chercher la chemise noire – bien qu'on la rencontre à Athènes, par exemple. Il faut tenter d'analyser ce vaste archipel dont les îles et les îlots ont chacun leur histoire et leur physionomie propres, qui peuvent les conduire à des fâcheries et à des divisions, souvent profondes, et parfois violentes. Mussolini ne s'est-il pas opposé à Hitler jusqu'à envoyer des troupes à la frontière autrichienne après l'assassinat par les hitlériens autrichiens du chancelier Dollfuss allié de l'Italie fasciste ? Georges Valois, fondateur en 1925 du Faisceau, n'est-il pas mort en déportation par haine de l'Allemand ? Le colonel de La Rocque, vichyste et collaborateur déçu, n'a-t-il pas été arrêté par la Gestapo ? Les mégrétistes n'ont-ils pas été exclus du Front national pour avoir eu raison trop tôt contre le Chef ? Les disciples de Mussolini ne se sont-ils pas divisés entre les défenseurs de l'unité nationale et les partisans de la Padanie ? Les héritiers des colonels grecs ne se sont-ils pas divisés entre Laos et Aube dorée à propos de la participation gouvernementale (Psarras, 2014) ? Définir le fascisme, note Robert Paxton, est compliqué par sa « considérable et décourageante disparité [...] dans l'espace et dans le temps » : « Chaque variante nationale [...] tire sa légitimité [...] de ce qu'elle tient pour être les éléments les plus authentiques de l'identité de sa propre communauté » (Paxton, 2003 : 327).

Quand les fascistes et les nazis ont accédé au pouvoir en Italie, puis en Allemagne – dans des gouvernements de coalition avec la droite « classique », rappelons-le –, les observateurs du temps étaient certains d'une chose : la droite classique qui les appuyait les maintiendrait en laisse. Inclassables, une fois au pouvoir dans des gouvernements de coalition qui redoublent d'attaque contre le mouvement ouvrier, les nouveaux maîtres du pouvoir fascinent une partie des élites qui craignent plus Moscou que Rome et Berlin et qui aspirent à l'ordre, au « coup de balai ». Plus surprenant, les forces sociales qu'ils entraînent dans leurs sillages sont peu accoutumées à se retrouver ensemble : le boutiquier et l'ouvrier, le patron et le déclassé, le paysan et le chômeur. La mésalliance sociale n'est pas pour autant harmonieuse, particulièrement lorsque le fascisme arrive au pouvoir. Les intérêts de classe contradictoires, un temps gommés dans l'ivresse nationaliste, reprennent leurs droits. D'une main de

fer, le fascisme dénoue alors ces contradictions, toujours en faveur des intérêts de la grande bourgeoisie avec laquelle le pacte est scellé depuis longtemps.

Ces configurations politiques nouvelles sont d'autant plus singulières que, sur le chemin du pouvoir, les mouvements fascistes contemporains sont capables de toutes les contorsions tactiques, souvent à la stupeur de leurs propres partisans<sup>158</sup>. Ils peuvent adopter un pseudo-langage « de classe », chevaucher la contestation sociale tout en combattant les programmes et les organisations des mouvements sociaux. Opposés à la lutte des classes<sup>159</sup>, ils lui substituent la lutte contre le capitalisme étranger, hier la ploutocratie, aujourd'hui les élites mondialisées<sup>160</sup>. Ils peuvent se proclamer républicains, démocrates, laïcs comme ils peuvent se déclarer prêts à accueillir « tous les citoyens qui ont un casier judiciaire vierge [...], qu'ils aient été sur le front de l'Est [c'est-à-dire à la division SS Charlemagne] soit qu'ils aient été dans les Brigades internationales » (Le Pen, 8 novembre 1992) et soutenir Syriza en Grèce contre « le totalitarisme de l'Union européenne et de ses complices, les marchés financiers » (Marine Le Pen citée par *Le Monde*, 22 janvier 2015).

---

158. Souvenons-nous qu'en 1932, le NSDAP de Berlin – ville où il recueille de relativement faibles scores – participe activement à la grève des tramways, au grand dam de ses financiers et de ses alliés qui demandent des explications à Hitler. Jean-Pierre Faye (2000 : 265) souligne un paradoxe : « D'un côté, le grand capital va entrer dans le jeu et de l'autre, les masses, notamment de chômeurs vont adhérer au Parti nazi, dans des stratégies perverses et contradictoires. »

159. Les nazis opposaient aux antagonismes de classes la « communauté du peuple créateur ».

160. « L'État doit d'abord s'affranchir des règles ultralibérales de l'Union européenne et [...] venir au soutien de notre industrie, en la protégeant de la concurrence internationale déloyale. [...] L'immobilisme et la soumission aveugle des élites à des dogmes absurdes ont déjà coûté beaucoup trop cher aux travailleurs français » (Marine Le Pen, juillet 2012) ; « Davos réunit une nouvelle fois à partir d'aujourd'hui tout le gratin de l'élite politique et financière mondiale [...]. L'idéologie de l'élite de Davos est simple : défaire les nations, les peuples et les démocraties pour laisser le champ libre aux marchés, à la grande finance et au multiculturalisme obligatoire. Ses recettes sont bien connues : suppression de toutes les frontières et de toutes les protections, immigration de masse imposée aux peuples, mainmise de la banque sur l'économie, affaiblissement culturel et moral des États et des nations. [...] Le projet que je porte [...] se fonde sur la souveraineté des nations, la liberté des peuples, la protection des travailleurs et des retraités et la promotion de nos valeurs et de nos cultures nationales » (Marine Le Pen, 23 janvier 2013) ; « Les travailleurs allemands doivent reconnaître qu'ils n'ont jamais été autant réduits en esclavage qu'ils le sont aujourd'hui par le capitalisme étranger. Cette lutte de libération que mène le prolétariat, en tant que partie la plus opprimée de la nation opprimée, est une guerre civile [que nous menons] contre la bourgeoisie mondiale » (Moeller van den Bruck, 1933).

Il suffit de revenir, l'espace de quelques lignes, à Berlin et à Rome. Tout en prônant la réconciliation des classes au nom de la nation unifiée, les nazis attaquent violemment en 1932 les décrets du gouvernement von Papen en se faisant les défenseurs du « travail allemand ». Quant aux fascistes italiens de 1919, ils s'efforcent de montrer leur détermination à changer les choses, au contraire du Parti socialiste italien. Mussolini peut ainsi déclarer qu'il est « nécessaire que soient satisfaites les revendications de la classe ouvrière pour obtenir la renaissance de l'esprit italien dans leurs manifestations les plus splendides » (Nin, 1935). Et, tout en rappelant que les fascistes changent de programme comme de chemise (noire), il est intéressant de rapprocher le programme mussolinien de 1919<sup>161</sup> de celui du marinisme lepéniste.

« Le flottement du langage est constitutif du Front national », note Jean-Pierre Faye qui précise que ce faisant, celui-ci manifeste tout à la fois une « conscience tactique » et une « conscience stratégique » (Faye, 1998 : 29). Il serait donc absolument erroné de sous-estimer le sens de ces prises de position et de les réduire à des postures démagogiques. Comme il serait tout à fait erroné également de ne pas prendre au sérieux l'impact du discours « social-national-laïc » qui n'a pas d'autre fonction que la réussite de la « suture du nationalisme et du radicalisme social » (Sternhell, 1978) en transcendant les classes et en purifiant la communauté nationale de ses ennemis : le cosmopolitisme, les « élites mondialisées », les « Français de papier » et la gauche.

Faut-il rappeler que pour nous, les fascismes s'analysent pour être combattus et que nous les combattons pour les détruire. Souligner les retards et les impasses du mouvement ouvrier et démocratique – dans toutes ses composantes – au cours du 20<sup>e</sup> siècle ne constitue en aucune façon un appel à la condamnation morale *a posteriori*, mais une invitation à comprendre les approximations et les aveuglements qui peuvent conduire à la défaite. Défaite qui a eu lieu bien avant 1940, dans les

---

161. Extension du suffrage universel, droit de vote des femmes, instauration de la proportionnelle, convocation d'une assemblée constituante, salaire minimum, assurance-chômage et une assurance-maladie obligatoires, participation des travailleurs aux bénéfices, droit de grève à condition qu'elle ne soit pas « nocive pour la production nationale », suppression des fonctions économiques de l'État, confiscation des bénéfices de guerre, cession de la terre à ceux qui la travaillent, nationalisation des usines d'armement, etc. La sacro-sainte laïcité républicaine, si chère aujourd'hui au Front national, se retrouve également, un temps, chez les fascistes italiens qui souhaitaient en découdre avec la papauté au nom de l'Italie et de la modernité.

faubourgs de Rome, de Vienne, de Berlin, de Barcelone et de Paris. Et, bien entendu, dans ceux de Moscou.

Nous avons, dans le cadre de cette introduction, tenté de suivre la recommandation de Zeev Sternhell qui indique qu'il convient de « dégager le dénominateur commun, le “minimum” fasciste, dont participent non seulement les différents mouvements et idéologies politiques qui se réclament du fascisme, mais aussi ceux qui déclinent l'épithète mais appartiennent néanmoins à la famille » (Sternhell, 1987 : 32). Nous avons délibérément choisi une certaine approche « fonctionnaliste<sup>162</sup> », « paxtonienne », en inscrivant les extrêmes droites de notre temps dans la conjoncture historique longue et qui est celle, ainsi que nous l'avons écrit, des « situations révolutionnaires épuisées ou manquées ». Il nous faut donc débusquer les fascismes, comme nous l'indique Étienne Balibar, qui ne ressemblent pas à l'image que nous nous en faisons et se défaire de l'idée que les « fascistes “ne sont pas des gens comme nous” ». L'essentiel, ajoute-t-il, « n'est pas de savoir qui est fasciste, comme si c'était une essence, mais de savoir qui le devient et surtout qui peut le devenir » (Balibar, 1996 : 201-203). Il rejoint ici Paxton qui critique la recherche d'un « bestiaire » du fascisme pour privilégier une approche « qui s'intéresse plus aux processus qu'aux essences » (Paxton, 2003 : 336).

« L'histoire ne se répèt[ant] jamais tout à fait, écrivait Nicos Poulantzas, les régimes d'exception qui naissent des crises présentent des traits distinctifs selon les périodes historiques au sein desquelles elles surgissent » (Poulantzas, 1970 : 387). Il en est de même des formations sociales où la bête se love. Il en est également de même des organismes et des institutions politiques qui préfigurent, secrètent et cristallisent ces régimes d'exception. La bête qui s'est réveillée est bel et bien un hydre-caméléon

---

162. Tout en soulignant les limites de cette approche, Paxton suggère que le Ku Klux Klan a constitué le « tout premier phénomène qui semble apparenté sur le plan fonctionnel au fascisme » (Paxton, 2003 : 340). L'époque où le Klan apparaît combine : la défaite militaire des confédérés, l'écroulement de leur monde, l'émancipation des esclaves, le droit de vote accordé aux Noirs, une milice raciste se substituant aux autorités fédérales pour défense la communauté blanche « menacée » et l'inachèvement d'une révolution (Marx et Lincoln, 2012). Le Klan comptera des dizaines de milliers d'adhérents dans les années 1920. Paxton établit également un rapprochement « fonctionnel » entre les skinheads, les *squadristi* et les SA, « seulement si des éléments influents de l'élite conservatrice commencent à les choyer afin de les utiliser comme armes contre un quelconque ennemi intérieur » (Paxton, 2003 : 360 ; souligné par nous).

dont les têtes, les peaux, les squelettes et la peste sont ceux de leur époque, de *notre* époque.

Sans jouer les Cassandre, les rapports sociaux capitalistes et l'état du monde tel qu'il est recèlent des tendances à la barbarie qui nous autorisent à lire Léon Trotsky avec nos yeux d'aujourd'hui.

22 mars 2015

## **Ouvrages cités et consultés**

- Adorno, Theodor et Max Horkheimer (1976), *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard.
- Agulhon, Maurice (2005), *La République*, t. 2, *1932 à nos jours*, Paris, Hachette.
- Allen, Joe (2012), «It can't happen here?», *ISR*, n° 85, septembre-octobre.
- Artous, Antoine, Didier Epszajn et Patrick Silberstein (coord.) (2008), *La France des années 68*, Paris, Syllepse.
- Ávila Carrillo, Enrique et Efraín Gracida Camacho (2004), *Calendario Cívico Escolar y Algunas Fechas Olvidadas*, Mexico, Quinto Sol.
- Badia, Gilbert (2000), *Ces Allemands qui ont défié Hitler*, Paris, L'Atelier.
- Baechler, Christian (2007), *L'Allemagne de Weimar, 1900-1933*, Paris, Fayard.
- Balibar, Étienne (1996), «De la "préférence nationale" à l'invention de la politique : comment lutter contre le néofascisme?», dans Jean Viard, *Aux sources du populisme national*, La Tour d'Aigues, L'Aube.
- Berstein, Serge et Pierre Milza (1980), *Le fascisme italien (1919-1945)*, Paris, Le Seuil.
- Berstein, Serge et Pierre Milza (2014), *Dictionnaire des fascismes et du nazisme*, t. 1, *A-M*, et t. 2, *N-Z*, Paris, Tempus.
- Bihl, Alain (1992) *Pour en finir avec le front national*, Paris, Syros.
- Blot, Yvan (1985), «L'identité de la France : une aspiration menacée», dans Club de l'Horloge (coord.), *L'identité de la France*, Paris, Albin Michel.
- Boltanski, Luc (1982), *Les cadres*, Paris, Minuit.
- Borón, Atilio (2000), «Le fascisme comme catégorie historique : réflexions à partir des dictatures latino-américaines», *Mauvais Temps*, n° 6-7, *Fascismes : un siècle mis en abîme*, Paris, Syllepse.
- Bracher, Karl Dietrich (1986), *La dictature allemande : Naissance, structure et conséquences du national-socialisme*, Toulouse, Privat.
- Bourderon, Roger (1981), *La fascisme, idéologie et pratiques (essai d'analyse comparée)*, Paris, Éditions sociales.
- Bourderon, Roger (2001), *La négociation*, Paris, Syllepse.
- Bourderon, Roger (2012), *Le PCF à l'épreuve de la guerre, 1940-1943 : De la guerre impériale à la lutte armée*, Paris, Syllepse.
- Bourderon, Roger et Germaine Willard (1982), *La France dans la tourmente*, Paris, Éditions sociales.
- Brabant, Jean-Michel, Michel Dreyfus, Jacqueline Pluet (1978), *La Vérité 1940-1944*, Paris, EDI.
- Broszat, Martin (1986), *L'État hitlérien : L'origine et l'évolution des structures du 3<sup>e</sup> Reich*, Paris, Fayard, 1986
- Broué, Pierre et Émile Témime (1968), *La révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, Minuit.
- Broué, Pierre (1971), *Révolution en Allemagne, 1917-1923*, Paris, Minuit.

- Broué, Pierre (1982), *Trotsky*, Paris, Fayard.
- Broué, Pierre et Raymond Vacheron (1997), *Meurtres au maquis*, Paris, Grasset.
- Browning, Christopher (1996), *Des hommes ordinaires : Le 101e bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, Paris, 10/18.
- Cahiers Leon Trotsky (1985), « Les trotskystes pendant la Deuxième Guerre mondiale », 1, n° 23, septembre; (1989), 2, n° 39, septembre; (1990), 3, n° 43, septembre.
- Cahiers Leon Trotsky (1988), « Fascisme, nazisme », n° 36, décembre.
- Cahiers Leon Trotsky (1991), « Autour de l'Allemagne des années 1930 », n° 45, mars.
- Cannon, James P. (1992), *The Fight against Fascism in the USA: Forty Years of Struggle Described by Participants*, New York, Pathfinder.
- Cannon, James P. et Joseph Hansen- (1992), *What is American fascism? : Writings on Father Coughlin, Mayor Frank Hague, and Senator Joseph McCarthy*, New York, Pathfinder.
- Cannon, James P., Farrell Dobbs, Joseph Hansen, Léon Trotsky, Murry Weiss (2004), *The Fight against Fascism in the USA*, Newtown, Resistance Books.
- Cointet-Labrousse, Michèle (1987), *Vichy et le fascisme*, Bruxelles, Complexe.
- Conte, Édouard et Cornelia Essner (1995), *La quête de la race : Une anthropologie du nazisme*, Paris, Hachette.
- Costa Pinto, Antonio (1999), « Le salazarisme et le fascisme européen », *Vingtième Siècle*, n° 62, avril-juin.
- Craipeau, Yvan (1977), *Les révolutionnaires pendant la Deuxième Guerre mondiale. Contre vents et marées (1938-1945)*, Paris, Savelli.
- Dalley, Jan (2001), *Un fascisme anglais, 1932-1940 : L'aventure politique de Diana et Oswald Mosley*, Paris, Autrement.
- Danos, Jacques et Marcel Gibelin (1972), *Juin 36*, t. 1, Paris, François Maspero.
- Deutscher, Isaac (1980), *Trotsky*, t. 5, *Le prophète hors-la-loi (1929-1940)*, Paris, 10/18.
- Dissidences (2002-2003), « Révolutionnaires en Seconde Guerre mondiale », n° 12-13.
- Dobry, Michel (dir.) (2003), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel.
- Draper, Theodor (1969), « The ghosts of social-fascism », *Commentary*.
- Dreyfus, Michel (2000), « L'impuissance du socialisme européen face au fascisme (1928-1940) », dans *Mauvais Temps*, n° 6-7, *Fascismes : un siècle mis en abîme*, Paris, Syllepse.
- Duranton-Crabol, Anne-Marie (1995), *Le temps de l'OAS*, Bruxelles, Complexe.
- Engels, Friedrich [1895] (1994), « Introduction aux "Luttes de classe en France, 1848-1850" », dans *Œuvres*, t. 1, *Politique*, Paris, Gallimard, 1994.
- Faye, Jean-Pierre (1998), « Ruses des langages politiques », *Mauvais temps*, n° 1, Paris, Syllepse.
- Flechtheim, Ossip K. (1972), *Le Parti communiste allemand sous la République de Weimar*, Paris, François Maspero.
- Frank, Pierre (1969), « Introduction » à Léon Trotsky, *Où va la France?*
- Frank, Pierre (1979), *Histoire de l'Internationale communiste*, t. 1, Paris, La Brèche.
- Fromm, Erich (2011), *La peur de la liberté*, Lyon, Parangon.
- Gautier, Jean-Paul (2009), *Les extrêmes droites en France. De la traversée du désert à l'ascension du Front national (1945-2008)*, Paris, Syllepse.
- Gautier, Jean-Paul (2015), *De Le Pen à Le Pen : Ruptures et continuités*, Paris, Syllepse.
- Gentile, Emilio (2004), *Qu'est-ce que le fascisme, histoire et interprétation*, Paris, Gallimard.
- Goriely, Georges (1985), *Hitler prend le pouvoir*, Bruxelles, Complexe.
- Guérin, Daniel (1935) « Le corporatisme fasciste », *La Révolution prolétarienne*.
- Guérin, Daniel (1970), *Front populaire, révolution manquée*, Paris, François Maspero.
- Guérin, Daniel (1974), *Sur la Deuxième Guerre mondiale*, Bruxelles, La Taupie et Paris, Le Seuil.
- Guérin, Daniel [1936] (1999), *Fascisme et grand capital*, Paris, Syllepse.
- Hamon, Hervé et Patrick Rotman (1979-1981), *Les porteurs de valise : La résistance française à la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel/Le Seuil.



- Insee (1996), *Insee Première*, n° 434, mars.
- Internationale communiste (1971), *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communistes (1919-1923)*, réimpression en fac-similé, Paris, François Maspero.
- Jungclas, Georg (1973), *Fascisme et démocratie, les formes de l'État capitaliste*, Cahiers rouges n° 16, Paris, François Maspero.
- Kershaw, Ian (2012), *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard.
- Kershaw, Ian et Moshe Lewin (éd.) (1997), *Stalinism and Nazism : Dictatorship in Comparison*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Kestel, Laurent (2012), *La conversion politique, Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Raisons d'agir.
- Laqueur, Walter (1978), *Weimar 1918-1933*, Paris, Robert Laffont.
- Leduc, Victor (1952), «Sociologie du fascisme», *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 12, Paris, Le Seuil
- Lefèbvre, Henri (1988), *Le nationalisme contre les nations*, Paris, Méridien Klincksieck.
- Lefranc, Georges (1974), *Histoire du Front populaire*, Paris, Payot.
- Le Gallou, Jean-Yves et le Club de l'Horloge (1985), *La préférence nationale : réponse à l'immigration*, Paris, Albin Michel.
- Lénine, Vladimir (1960), *Œuvres*, t. 21, *Août 1914-décembre 1915*, Paris, Éditions sociales.
- Lénine, Vladimir (1957), «Au comité central du POSDR», 12 septembre 1917, *Œuvres*, t. 25, Moscou, Éditions de Moscou.
- Le Pen, Marine (2006), *À contre flots*, Paris, Jacques Grancher.
- Le Pen, Marine (2012), *Pour que vive la France*, Paris, Jacques Grancher.
- Lequenne, Michel (1985), «Personnification du trotskisme», dans *Pour un portrait de Pierre Frank*, Paris, La Brèche.
- Lequenne, Michel (2005), *Le trotskisme : Une histoire sans fard*, Paris, Syllepse.
- Leschi, Didier (2003), «L'étrange cas La Rocque», dans Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'algérie française au fascisme*, Paris, Albin Michel.
- Lévy, Sam (1990), «À nouveau sur la politique militaire prolétarienne», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 43, septembre.
- Lewin, Moshe (2015), *Le dernier combat de Lénine*, Paris, Syllepse.
- Lozovsky, Drizdo (1976), *L'Internationale syndicale rouge*, suivi de *La troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste de Léon Trotsky*, introduction de Pierre Frank, Paris, François Maspero.
- Macciocchi, Maria A. (1976), *Éléments pour une analyse du fascisme*, 2 t., Paris, 10/18.
- Machefer, Philippe (1987), «Le Parti social français et la petite entreprise», *Bulletin du Centre d'histoire de la France contemporaine*, n° 8.
- Mandel, Ernest (1974), *Du fascisme*, Paris, François Maspero.
- Mandel, Ernest (1986), «Les individus et les classes sociales : le cas de la Seconde Guerre mondiale», *New Left Review*, n° 157.
- Mandel, Ernest (1990), «Pourquoi Hitler préparait la guerre» (24 avril) ; «Démoralisation française et fermeté britannique. L'impérialisme britannique ne pouvait tolérer la suprématie allemande sur l'Europe» (14 mai) ; «L'entrée en guerre du Japon, des États-Unis, l'offensive contre l'URSS» (21 mai).
- Marx, Karl et Abraham Lincoln (2012), *Une révolution inachevée : Sécession, guerre civile, esclavage et émancipation aux États-Unis*, Paris/Québec, Syllepse/M Éditeur.
- Matard-Bonucci, Marie-Anne (2008), «D'une persécution à l'autre : racisme colonial et antisémitisme dans l'Italie fasciste», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 55.
- Mégret, Bruno (1990), *La flamme, les voies de la renaissance*, Paris, Robert Laffont.

- Mégret, Bruno (1996), *L'alternative nationale*, Paris, Éditions nationales.
- Mégret, Bruno (1997), *La troisième voie pour un ordre économique et social*, Paris, Éditions nationales.
- Milza, Pierre (1991), *Les fascismes*, Paris, Le Seuil.
- Moeller van den Bruck, Arthur (1933), *Le 3<sup>e</sup> Reich*, Paris, Alexis Redier, introduction de Thierry Maulnier.
- Nadeau, Maurice (2002), *Grâces leur soient rendues*, Paris, Albin Michel.
- Naville, Pierre (1976), *L'entre-deux-guerres : La lutte des classes en France (1926-1939)*, Paris, EDI.
- Naville, Pierre (1979), *Trotsky vivant*, Paris, Les Lettres nouvelles/Maurice Nadeau.
- Nin, Andres [1930] (1984), *Les dictatures dels nostres dies*, Barcelone, Lluita.
- Pablo, Michel (1959), Introduction à Trotsky, Léon (1959), *Écrits, 1928-1940*, t. 3, *La tragédie de la classe ouvrière allemande. La révolution espagnole*, Paris, Quatrième Internationale.
- Paxton, Robert O. (1973), *La France de Vichy*, Paris, Le Seuil.
- Paxton, Robert O. (1994), « Les fascismes : Essai d'histoire comparée », 16<sup>e</sup> conférence Marc-Bloch, 13 juin.
- Paxton, Robert O. (1996), *Le temps des chemises vertes : Révoltes paysannes et fascisme rural, 1929-1939*, Paris, Le Seuil.
- Paxton, Robert O. (2003), « Les cinq phases du fascisme », dans Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel.
- Paxton, Robert O. (2004), *Le fascisme en action*, Paris, Le Seuil.
- Poulantzas, Nicos (1970), *Fascisme et dictature*, Paris, François Maspero.
- Pluet-Despatin, Jacqueline (1980), *Les trotskistes et la guerre 1940-1944*, Paris, Anthropos.
- Prager, Rodolphe (dir.) (1978), *Les congrès de la 4<sup>e</sup> Internationale*, t. 1, 1930-1940, Paris, La Brèche.
- Prager, Rodolphe (coord.) (1981), *Les congrès de la 4<sup>e</sup> Internationale*, t. 2, *L'Internationale dans la guerre (1940-1946)*, Paris, La Brèche.
- Psarras, Dimitri (2014), *Aube dorée : le livre noir du parti nazi grec*, Paris, Syllepse.
- Racine-Furlaud, Nicole (1993), « La revue *Europe* (1923-1939). Du pacifisme hollandien à l'antifascisme compagnon de route », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 30.
- Rapone, Leonardo (1976), « Movimenti fascisti e classi sociali nell'analisi di Lev D. Trotskyj », *Storia Contemporanea*, vol 7, n° 2, juin.
- Recherches internationales* (1971-1972), « Le fascisme hitlérien, études actuelles », n° 69-70.
- Reich, Wilhelm (1972), *La psychologie de masse du fascisme*, Paris, Payot.
- Rémond, René (1982), *Les droites en France*, Paris, Aubier.
- Robrieux, Philippe (1980), *Histoire intérieure du Parti communiste français*, t. 1, 1920-1945, Paris, Fayard.
- Rosenthal, Gérard (1975), *Avocat de Trotsky*, Paris, Robert Laffont.
- Rousset, Pierre (2014), « Le chaos géopolitique et ses implications », [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org).
- Samizdat I* (1969), Paris, La Vérité, Le Seuil.
- Scheuer, Georg (2002), *Seuls les fous n'ont pas peur*, Paris, Syllepse.
- Schüle, Annegret (1989), *Trotzkismus in Deutschland bis 1933*, Cologne, Selbstverlag.
- Schwartz, Laurent (1997), *Un mathématicien aux prises avec le siècle*, Paris, Odile Jacob.
- Schwartz, Olivier (2002), *Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF.
- Serge, Victor (1990), *Notes d'Allemagne (1923)*, Paris, La Brèche.
- Serge, Victor (2001), *Destin d'une révolution*, Paris, Robert Laffont.
- Slavin, Morris (1991), « La lutte de Trotsky contre le fascisme », *Cahiers Leon Trotsky*, n° 45, mars.
- Solano, Wilebaldo (2002), *Le POUM : révolution dans la guerre d'Espagne*, Paris, Syllepse.
- Soucy, Robert (1989), *Le fascisme français 1924-1933*, Paris, PUF.

- Sternhell, Zeev (1978), *La droite révolutionnaire (1885-1914) : les origines françaises du fascisme*, Paris, Le Seuil.
- Sternhell, Zeev (1987), *Ni droite ni gauche : L'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Complexe.
- Sternhell, Zeev, Mario Sznajder, Maia Ashéri (2010), *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Gallimard.
- Sternhell, Zeev (2014), *Histoire et lumières : Changer le monde par la raison*, Paris, Albin Michel.
- Tasca, Angelo, (1967) *Naissance du fascisme : L'Italie de l'armistice à la marche sur Rome*, Paris, Gallimard.
- Tasca, Angelo (2000), «Naissance et avènement du fascisme», dans *Mauvais temps*, n° 6-7, *Fascismes : un siècle mis en abîme*, Paris, Syllepse.
- Teissier, Bruno (1996), *Géopolitique de l'Italie*, Bruxelles, Complexe.
- Terrail, Jean-Pierre (2002), *Destins ouvriers, la fin d'une classe*, Paris, PUF.
- Traverso, Enzo (2000), «La gauche allemande devant l'antisémitisme», dans *Mauvais temps*, n° 6-7, *Fascismes : un siècle mis en abîme*, Paris, Syllepse.
- Traverso, Enzo (2002), *La violence nazie*, Paris, La Fabrique.
- Trotsky, Léon (1930), *L'Internationale communiste après Lénine (ou le grand organisateur des défaites)*, Paris, Rieder; (1979), *L'Internationale communiste après Lénine*, Paris, PUF.
- Trotsky, Léon (1933), «Deutsche perspektiven», *Die neue Weltbühne*, 27 juillet; (1933), «German perspectives», *Class Struggle*, septembre-octobre-novembre; (1934), «How long can Hitler stay?», *The American Mercury*, vol. 31, n° 1, janvier.
- Trotsky, Léon (1945), *New International*, 1934, vol.11, n° 2, mars.
- Trotsky, Léon (1955), «La crise autrichienne et le communisme», 13 novembre 1929, *Écrits, 1928-1940*, t. 1, Paris, Marcel Rivière; paru dans le *Bulletin de l'Opposition*, n° 7, novembre-décembre 1929, dans *Die Fahne des Kommunismus*, n° 42 et 43, Berlin, 6 et 20 décembre 1929, ainsi que dans une brochure à Vienne.
- Trotsky, Léon (1959), *Écrits, 1928-1940*, t. 3, *La tragédie de la classe ouvrière allemande. La révolution espagnole*, introduction de Michel Pablo, Paris, Quatrième Internationale.
- Trotsky, Léon (1967a), *Le mouvement communiste en France : 1919-1939*, textes choisis et présentés par Pierre Broué, Paris, Minuit.
- Trotsky, Léon (1967b), *Écrits militaires*, t. 1, *Comment la révolution s'est armée*; (1975), t. 2, *L'art de la guerre et le marxisme*, Paris, L'Herne, préface de Pierre Naville.
- Trotsky, Léon (1969a), «Front populaire et comités d'action», *Où va la France*, n° spécial de *Quatrième internationale*, février.
- Trotsky, Léon (1969b), *La révolution trahie*, Paris, 10/18.
- Trotsky, Léon (1971a), *Schriften über Deutschland, 1929-1940*, Francfort, Europäische Verlagsanstalt, 2 vol.
- Trotsky, Léon (1971b), *Wie wird der Nationalsozialismus geschlagen?: Ausw. aus Schriften über Deutschland*, éd. établie par Helmut Dahmer, Francfort, Europäische Verlagsanstalt.
- Trotsky, Léon (1974), «Céline et Poincaré», *Littérature et révolution*, Paris, 10/18.
- Trotsky, Léon (1975), *La révolution espagnole (1930-1940)*, textes recueillis et présentés par Pierre Broué, Paris, Minuit.
- Trotsky, Léon (1977), «7 avril 1935», *Journal d'exil*, Paris, Folio.
- Trotsky, Léon (1978a), *Œuvres*, t. 1, *mars-juillet, 1933*, Paris, EDI.
- Trotsky, Léon (1978b), *Œuvres*, t. 3, *novembre 1933-avril 1934*, Paris, ILT.
- Trotsky, Léon (1979), *Œuvres*, t. 6, *juin-septembre 1935*, Paris, EDI.
- Trotsky, Léon (1980), *Œuvres*, t. 9, *mars-mai 1936*, Paris, EDI.
- Trotsky, Léon (1983), *L'agonie du capitalisme et les tâches de la 4<sup>e</sup> Internationale : Programme de transition*, Paris, La Brèche.

- Trotsky, Léon (1984), «Il faut apprendre à penser», *Œuvres*, t. 17, mai-juin 1938, Saint-Martin d'Hères, ILLT.
- Trotsky, Léon (1993), «La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne», dans *Comment vaincre le fascisme (Écrits sur l'Allemagne, 1930-1933)*, Paris, La Passion.
- Trotsky, Léon (2011), *Question juive, question noire*, Paris, Syllepse.
- Trotsky, Léon et Alfred et Marguerite Rosmer (1982), *Correspondance, 1929-1939*, présentée et annotée par Pierre Broué, Paris, Gallimard.
- US, United States, Département d'État (1946), *La vérité sur les rapports germano-soviétiques de 1939 à 1941*, Paris, France Empire.
- Vajda, Mihaly (1979), *Fascisme et mouvement de masse*, Paris, Le Sycomore.
- Van Heijenoort, Jean (1978), *De Prinkipo à Coyoacán, sept ans auprès de Léon Trotsky*, Paris, Les Lettres nouvelles/Maurice Nadeau.
- Vergnon, Gilles (1991), «Prague 1933, la *NeueWeltbüne*, une revue allemande en exil», *Cahiers Leon Trotsky*, n° 45, mars 1991.
- Vincent, Jean-Marie (1976), «Sur la montée et la victoire du nazisme», dans Maria A. Macciocchi (dir.), *Éléments pour une analyse du fascisme*, t. 1, Paris, 10/18, 1976.
- Vincent, Jean-Marie (2001), *Variations*, Paris, Syllepse.
- Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (Visa) (2014), *Pas de pouvoir au FN. Barrage syndical antifasciste*, Paris, Visa.
- Weinhold, Barbara (2004), *Eine trotzkistische Bergsteigergruppe aus Dresden im Widerstand gegen den Faschismus*, Cologne, Neuze ISP Verlagen.
- Weisenborn, Günther (2004), *Une Allemagne contre Hitler*, Paris, Le Félin.
- Wistrich, Robert S. (1976), «Leon Trotsky's theory of fascism», *Journal of Contemporary History*, vol. 11.
- Wolikow, Serge (2000), «La 3<sup>e</sup> Internationale face à la montée du fascisme», dans *Mauvais Temps*, n° 6-7, *Fascismes : un siècle mis en abîme*, Paris, Syllepse.
- Wolikow, Serge (2010), *L'Internationale communiste, 1919-1943 : Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Paris, L'Atelier.



**ANTIFASCISME(S)**  
Jean-Paul Gauthier  
20,00 €



**LUMIÈRE SUR MAIRIES BRUNES**  
Visage et initiatives syndicales antifascistes (Visa)  
8,00 €



**LUMIÈRE SUR MAIRIES BRUNES**  
Visage et initiatives syndicales antifascistes (Visa)  
8,00 €



**LES EXTRÊMES DROITES EN FRANCE**  
Jean-Paul Gauthier  
25,00 €



**DE LE PEN À LE PEN**  
Jean-Paul Gauthier  
10,00 €



**CONTRE LE FASCISME**  
Léon Trotsky  
15,00 €



**AUBE DORÉE**  
Dimitris Psarras  
15,00 €



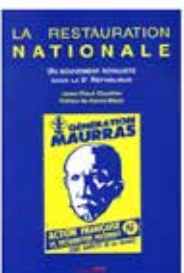
**UN TROTSKISTE DANS L'ENFER NAZI**  
Jean-René Chauvin  
21,00 €



**SUITES ET SÉQUELLES DE L'ALLEMAGNE NAZIE**  
Lionel Richard  
18,50 €



**LES KAPO D'AUSCHWITZ**  
Charles Libiau  
18,00 €



**LA RESTAURATION NATIONALE**  
Jean-Paul Gauthier  
24,00 €



**LA PEAU DE L'AUTRE**  
Michel Prum  
13,50 €



**LE TRAIN DES FOUS**  
Pierre Durand  
0,00 €



**EXCLURE AU NOM DE LA RACE**  
Michel Prum  
11,50 €



**FASCISMES : UN SIÈCLE MIS EN ABÏME**  
Collectif  
17,00 €



**FASCISME GRAND CAPITAL**  
Daniel Guérin  
0,00 €



**LES NOUVELLES PASSERELLES  
DE L'EXTRÊME DROITE**  
Thierry Maricourt  
0,00 €



**LA RÉSISTIBLE ASCENSION DU  
F. HAINE**  
Ras l'Front  
15,00 €

Lucien Bonnafé  
Patrick Turt  
**L'HOMME,  
CET INCONNU ?**  
Alexis Carrel, Jean-Marie Le Pen  
et les chambres à gaz



**L'HOMME CET INCONNU ?**  
Lucien Bonnafé  
9,50 €



[www.syllepse.net](http://www.syllepse.net)